



HAL
open science

Recherches participatives et épistémologies radicales : un état des lieux

Baptiste Godrie, Maïté Juan, Marion Carrel

► **To cite this version:**

Baptiste Godrie, Maïté Juan, Marion Carrel. Recherches participatives et épistémologies radicales : un état des lieux. *Participations - Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté*, 2022, 32 (1), pp.11-50. 10.3917/parti.032.0011 . hal-04557193

HAL Id: hal-04557193

<https://hal.univ-lille.fr/hal-04557193v1>

Submitted on 20 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Recherches participatives et épistémologies radicales : un état des lieux

Baptiste Godrie, Maïté Juan, Marion Carrel

Résumé : Cet article présente un dossier faisant état des recherches participatives contemporaines reposant sur des épistémologies radicales. Celles-ci interrogent les conceptions hégémoniques et les protocoles conventionnels de production de la science en lien avec les inégalités de pouvoirs et de savoirs structurant les inégalités sociales. En mettant l'accent sur des démarches de coopération entre chercheur·es de carrière et chercheur·es profanes s'inscrivant dans une double perspective de pluralisme épistémologique et de lutte contre les oppressions, les recherches participatives radicales assument des prétentions épistémologiques et politiques subversives. L'article revient sur les racines historiques de cet appel à briser le monopole de la recherche et analyse les différentes dimensions de cette radicalité (méthodologique, éthique, politique). Il explore ensuite la manière dont les questions cruciales posées par ces démarches ont été abordées, en matière de critères de scientificité, d'instrumentalisation, de réflexivité ou encore d'usage du registre de l'oralité et des émotions. Il interroge, enfin, l'actualité de cette posture radicale et analyse les raisons pour lesquelles elle se serait émoussée avec le temps. Que ce soit à l'échelle des politiques publiques, des structures universitaires ou des activités de recherche, un ensemble de phénomènes concourt à la rareté des recherches participatives radicales.

L'essor des recherches participatives (RP) en Occident s'inscrit dans un contexte de crise de la démocratie représentative, se caractérisant par un rejet des formes d'expertise technocratique excluant les contributions citoyennes au débat public, et de remise en cause du monopole des scientifiques dans la production des savoirs. Les RP sont pourtant loin d'être un ensemble homogène : nébuleuse aux contours mouvants, la famille des RP recouvre un faisceau diversifié de démarches plus ou moins critiques de coproduction de connaissances, sous-tendues par une pluralité d'enjeux politiques, épistémologiques, méthodologiques et éthiques (Reason, Bradbury, 2008 ; Juan, 2021 ; Bonny, 2017). Au sein de cette famille plurielle, un sous-groupe de RP ancrées dans les épistémologies

postcoloniales, décoloniales et féministes repose sur une lecture audacieuse des rapports entre production des connaissances et inégalités sociales, et demeure peu exploré par la littérature scientifique (Godrie, Dos Santos, 2017). Nous désignons par le terme d'épistémologies radicales les courants de pensée qui ont éclos dans les années 1970 dans plusieurs régions du monde et qui articulent simultanément les revendications pour la pluralisation des systèmes de connaissances à la réduction des inégalités sociales et à la transformation sociale. Les inégalités sociales sont ici entendues au sens large, incluant les inégalités et discriminations liées aux appartenances de classe, groupe ethnique, diversité sexuelle et de genre, territoire et région du monde, âge, etc. En ce qui concerne la transformation sociale, nous suivons ici les travaux de Patricia Maguire (1987) qui distingue trois échelles de changement social sur lesquelles les RP peuvent agir plus ou moins fortement : celle des participant·es (confiance, conscience critique, politisation) ; celle des communautés locales (amélioration des conditions de vie, renforcement du tissu associatif et militant) ; et celle de la société plus largement (transformation des structures de pouvoir). Nous définissons ainsi les RP radicales comme des investigations scientifiques qui aspirent simultanément à deux finalités : d'une part, la construction de rapports plus égalitaires entre chercheur·es de carrière et chercheur·es profanes dans la production des connaissances scientifiques ; et, d'autre part, l'émancipation des groupes sociaux historiquement marginalisés et la réduction des inégalités sociales. En d'autres termes, les RP radicales dépassent la première échelle distinguée par Maguire et s'inscrivent particulièrement dans la troisième.

Les épistémologies radicales ont développé une réflexion spécifique sur la production des connaissances en lien avec le concept de justice cognitive, pointant vers la nécessaire reconnaissance des « alternatives dans la science » et des « sciences alternatives » (Visvanathan, 1997, 2006). Dans cette perspective, la démocratie, envisagée comme un régime politique garantissant l'existence de la différence et du conflit, doit s'assortir d'une « démocratie des connaissances » qui reconnaît la pluralité des savoirs et garantit la possibilité de leur expression, de leur confrontation et de leur dialogue (*ibid.*). Ces épistémologies et les recherches participatives qui s'en réclament invitent ce faisant à pluraliser les modèles de scientificité pour faire advenir une « écologie des savoirs » (Santos, Nunes, Meneses, 2007, ce numéro) qui appelle au dépassement des critères de validité scientifique traditionnels de l'Occident. Selon ces épistémologies radicales, la démocratisation de la science est indissociable du questionnement des structures de pouvoir qui perpétuent et reproduisent tant les privilèges que les oppressions sociales.

Cerner la dimension radicale des RP et des épistémologies qui les sous-tendent peut cependant s'avérer être une démarche épineuse. En effet, la radicalité – omniprésente dans le débat public – a souvent mauvaise presse. Associée à la radicalisation politique et religieuse menant à la violence, elle est disqualifiée en tant qu'elle représente une posture de rupture vis-à-vis des mœurs et normes socialement admises (Sommier, 2020 ; Galland,

Muxel, 2018). Or, la radicalité, en tant qu'opération de distanciation vis-à-vis de la norme admise, ne peut être réduite à ses manifestations les plus sectaires. Elle est également mise en avant par un ensemble de mobilisations contre les injustices et les inégalités comme projet démocratique de refonte des institutions et des manières de faire la politique « par le bas » (Nez, 2019 ; Sénac, 2021). Sous de nombreuses plumes, la démocratie radicale pointe vers l'agir démocratique à la fois comme expérience du conflit et du dissensus permettant une redistribution de l'ordre institué des statuts, des places et des rôles, et comme intrication des fins et moyens, de l'individuation et du commun (Mouffe, 1999).

Si un large éventail de travaux s'attache à décrire finement les apports des RP vis-à-vis des connaissances scientifiques et de l'émergence d'innovations sociales, peu de contributions interrogent, à notre connaissance, les RP sous l'angle de leur radicalité¹. En regroupant des RP qui s'inscrivent dans des épistémologies radicales, le présent dossier entend ainsi apporter deux contributions majeures au débat scientifique. La première concerne les contours de l'objectivité, à partir de la remise en cause de la coupure positiviste entre l'éprouver et le connaître, l'émotion et l'intellect, la nature et la culture, le corps et l'esprit, l'objet perçu et le sujet pensant, pour saisir les interdépendances entre ces différentes entités. Contre le dualisme de la rationalité scientifique occidentale, les épistémologies radicales, avec des concepts tels que la « sentipensée » (Fals Borda, 2015) et « l'ontologie relationnelle » (Escobar, 2019), pointent vers la contextualisation et l'incorporation de l'acte de connaissance nécessairement « situé » (Haraway, 1988). Sandra Harding a ainsi proposé la notion d'« objectivité forte », reposant sur deux principes : « un principe d'étrangeté » qui consiste à partir des positions minoritaires, et « un principe de réflexivité » qui favorise le processus d'objectivation du sujet connaissant (Harding, 1991). Cette conception de l'objectivité ne revient pas à postuler l'égale validité des savoirs, comme le fait la posture relativiste, mais récusant les discours scientifiques universalisants, comme le fait la posture scientiste. Ces deux postures évincent les enjeux d'une perspective socialement encadrée dans la production des savoirs scientifiques. En appréhendant le savoir scientifique comme inhérent aux configurations de pouvoir, les épistémologies féministes remettent en cause la conception désincarnée et expérimentale de l'objectivité héritée de la tradition positiviste occidentale (Dorlin, 2008 ; Flores Espínola, 2012). En cela, les épistémologies féministes sont une des traditions de pensée au fondement des courants radicaux de recherche participative.

La deuxième contribution de ce dossier concerne la place faite aux personnes détentrices de savoirs marginalisés dans les processus de production de connaissances. C'est aussi parce qu'elles visent à assurer la participation la plus égalitaire possible entre scientifiques et profanes dans la production même des connaissances scientifiques que les RP peuvent être qualifiées de radicales. Ce faisant, elles invitent à pluraliser les instruments de

¹ Parmi ceux-ci, citons : Foucart et Marynowicz-Hetza (2018), Billaud, Hubert, Vivien (2017), Les chercheurs ignorants (2015), Petiau (2021), Loignon et al. (2022).

recherche et les modes de validation en expérimentant des méthodologies alternatives. Ce déplacement de l'universitaire solitaire au collectif de co-enquêteurs et co-enquêtrices associant divers univers d'expériences s'inscrit dans un mouvement par lequel les savoirs minorisés issus des marges et des périphéries reconquièrent une centralité dans la production de la science et dans l'espace public, passant de l'invisibilité à la visibilité, de la « monoculture de la connaissance » à un régime pluriel de connaissances (Santos, 2017).

L'interrogation que nous portons sur la radicalité des courants de RP et sur les épistémologies qui les alimentent se décline en trois volets transversaux. En premier lieu, sur le plan descriptif, il s'agit de se demander qui revendiquait par le passé et qui revendique encore un positionnement « radical » dans l'univers des recherches participatives. Est-ce que le discours de radicalité des RP est un discours de rupture par rapport au monde universitaire et à ses canons de production des connaissances scientifiques, ou n'est-ce pas plutôt une demande de légitimation de façons alternatives de produire de la recherche au sein même de la sphère académique ? En deuxième lieu, sur le plan critique, nous nous demandons si le caractère radical des RP s'est émoussé au fil du temps, avec l'essor des recherches « avec », soutenues autant par des financements publics que par des fondations privées, et la revendication de plus en plus répandue de la dimension participative ou co-construite des travaux de recherche. Ou au contraire, cette légitimation croissante des RP permet-elle à ces revendications de radicalité de sortir de la marge ? En troisième lieu, sur le plan normatif, l'interrogation porte sur ce que devraient être les RP radicales pour être fidèles aux aspirations d'une plus grande égalité dans le processus de production des connaissances scientifiques, dans l'objectif de contribuer à réduire les inégalités sociales. Comment soutenir une pratique radicale de la RP dans et hors de la sphère académique ?

Ces interrogations nous renvoient, dans un premier temps, aux conditions d'émergence de ces RP radicales. Cette introduction revient ainsi sur les racines historiques, dans les années 1970, de l'appel à briser le monopole de la recherche au fondement des épistémologies radicales. Elle aborde alors une interrogation brûlante, car les RP sont souvent accusées par leurs adversaires de ne pas se situer dans le registre scientifique : dans quelle mesure les RP radicales produisent-elles de la science et, si oui, avec quels critères de scientificité les apprécier ? Relèvent-elles d'un autre registre que le scientifique, avec des dimensions éthiques et politiques qu'il revient de cerner ? Ces dimensions éthiques et politiques sont-elles absentes du registre scientifique ? La seconde partie de l'introduction est dédiée aux enjeux méthodologiques. Nous y analysons les traits constitutifs de la radicalité des RP en lien avec les enjeux d'instrumentalisation, d'identité, de réflexivité, d'animation ou encore d'usage du registre de l'oralité et des émotions. Enfin, la troisième partie analyse les raisons relevant successivement des politiques publiques, des structures universitaires et des activités de recherche, ayant conduit à émousser la radicalité de cette posture au fil du temps.

Briser le monopole de la recherche

Cinquante ans en arrière, des collectifs de recherche internationaux et multidisciplinaires ont appelé à « briser le monopole dans la production de connaissances » – expression qu’on retrouve en tant que telle dans plusieurs travaux (Hall, Gillette, Tandon, 1982 ; Fals Borda, Rahman, 1991 ; Heron, Reason, 2008). Devenue un leitmotiv, cette formule est au cœur de l’émergence des RP radicales dès les années 1970 dans plusieurs régions du monde, notamment en Amérique latine, en Afrique et en Asie puis, dès 1980, dans le reste du monde.

La RP s’inspire des pratiques mises en œuvre au sein de plusieurs mouvements sociaux, dont les groupes ouvriers et paysans dans la tradition de l’éducation populaire et de l’éducation aux adultes en Amérique latine, en Afrique et en Europe (Hall, 1982 ; Freire, 1982 ; Swantz, 2008), les groupes autochtones aux revendications anticoloniales centrées notamment sur la contestation de la propriété des terres agricoles issue des découpages coloniaux et la revendication du droit à la terre en Amérique latine (Vio Grossi, 1982) et en Afrique (Kassam, Mustafa, 1982), et portées également par le mouvement paysan Bhoomi Sena en Inde (Rahman, 1981). Ces expériences de RP dans les Suds pendant les années 1970-1980 ont par la suite essaimé ailleurs dans le monde, y compris en Europe occidentale, au Canada, aux États-Unis et en Australie, grâce à des rencontres internationales et à la création de réseaux de recherche qui ont permis la circulation des approches théoriques et méthodologiques (Glassman, Erdem, 2014). Plusieurs événements font date à cet égard, parmi lesquels figurent la parution d’un numéro thématique de la revue *Convergence* en janvier 1975 intitulé « Recherche participative » sous la direction de Budd Hall (Hall, 1975), la conférence de Carthagène en Colombie en 1977 sur la recherche-action à l’initiative d’Orlando Fals Borda² et à partir de laquelle le terme de recherche-action participative (RAP) a commencé à se répandre, ainsi que la création de l’International Participatory Research Network en 1978 – un réseau de RP constitué de cinq pôles géographiques, chacun sous la responsabilité d’un coordonnateur : Amérique du Nord (Budd Hall), Asie (Rajesh Tandon), Afrique (Yusuf Kassam), Europe (Jan de Vries) et Amérique latine (Francisco Vio Grossi).

Démocratiser radicalement la science

² D’autres rencontres internationales ont eu lieu par la suite à Ljubljana (Yougoslavie à l’époque et actuelle Slovénie) en 1979, à Calgary (Canada) en 1989 et à Managua (Nicaragua) en 1989. Les éditions du Congrès mondial du réseau de recherche-participative reprennent à Brisbane, en Australie, en 1990 et 1992, puis à Bath, en Angleterre, en 1994. Pour souligner les vingt ans du premier congrès, l’édition suivante a eu lieu à Carthagène en 1997, puis une autre s’est tenue en 2000 à Ballarat en Australie.

L'appel à briser le monopole de la production des connaissances s'enracine dans une radicalité sur les plans méthodologique et politique, se traduisant notamment par l'implication de profanes dans toutes les étapes de la recherche. Pour Hall, réaliser des recherches « action » avec des acteurs et actrices de terrain établit une rupture avec les recherches réalisées « sur » ces mêmes personnes et constitue certainement « l'élément le plus radical qui la sépare à la fois des approches orthodoxes de recherche et de ses améliorations dans la théorie ancrée » (Hall, 1982, p. 22).

Contrairement à l'idée selon laquelle le terme de « recherche participative » serait une version récente et édulcorée de la recherche-action, Budd Hall, Arthur Gillette et Rajesh Tandon utilisent le terme « recherche participative » pour désigner « la nécessité d'inclure les personnes qui sont les bénéficiaires des recherches dans l'entièreté du processus de recherche » en référence à la « participation des classes ouvrières, des paysans, des personnes exploitées et des pauvres à l'analyse de leur propre réalité » (1982, p. 7-8)³. D'autres appellations, comme celle de recherche-action collaborative (RAC), insistent également sur la participation active et égalitaire de co-chercheur·es non universitaires au processus de recherche : « Les RAC visent l'instauration de relations collaboratives horizontales non hiérarchiques, équitables et transparentes, dans lesquelles tous les acteurs sont considérés momentanément comme des chercheurs » (Rullac, 2018, p. 42). Ce principe d'inclusion à égalité des personnes concernées, à toutes les phases d'élaboration de la recherche, permet de dessiner les contours de la famille des RP radicales. Plusieurs courants ou dénominations peuvent être regroupés dans cette catégorie. Nous pouvons inclure la recherche-action ancrée dans les communautés qui partage l'essentiel des fondements de la recherche-action participative présentés ci-dessus (Wallerstein, Duran, 2008). La définition donnée par Lucie Gélinau, Émilie Dufour et Micheline Bélisle sous le terme de recherche-action participative s'inscrit ainsi directement dans cette perspective radicale :

« Quand nous utilisons le vocable *recherche-action participative*, nous nous référons à une tradition de recherche scientifique particulière : celle où des non-expertEs scientifiques sont considéréEs comme des chercheurEs à part entière, aptes à produire rigoureusement des connaissances “scientifiques”, afin d'agir, dans une perspective de droit et de justice sociale, sur les structures perpétuant les inégalités sociales et l'asservissement. Cette tradition de recherche mise à la fois sur un degré maximal de conscientisation et de participation des acteurs profanes au processus de recherche “scientifique” » (Gélinau et al., 2012, p. 37).

³ Notre traduction.

Contrairement aux approches de recherche en sciences sociales qui se limitent à mettre à disposition des groupes sociaux des cadres théoriques d'interprétation du monde pour que ces groupes puissent mener des luttes sociales par la suite, les RP radicales s'appuient centralement sur l'expérience vécue et les connaissances des personnes qui participent pleinement au processus de recherche. Ce faisant, elles tendent à éviter le « gaspillage des sagesses des acteurs qui vivent l'expérience et qui risquent d'être placés plus ou moins subtilement dans la catégorie de simples consommateurs passifs » des résultats de la recherche (Zúñiga, 2005, p. 247). Paolo Freire insiste sur le caractère aliénant de la recherche positiviste qui laisse la majorité de l'humanité dans une posture assujettie d'« objet de recherche » :

« Si, en tant que sociologue, je me représente en tant que scientifique neutre ou impartial, je vais voir les personnes et la réalité en tant qu'objets de mes recherches. Je les analyse donc comme si le monde était une morgue dans laquelle on dissèque un cadavre [...]. Au lieu de considérer les personnes en tant qu'objets de mes recherches, je dois essayer, au contraire, d'impliquer dialogiquement les personnes en tant que sujets, comme des chercheurs avec moi » (Freire, 1982, p. 30)⁴.

La dénonciation des pratiques occidentales académiques s'appuie également sur le constat d'un appauvrissement de la science quand elle se prive de connaissances non connues et non reconnues. Le fait de se couper, en tant que scientifique, de la compréhension par les acteurs et actrices de leur réalité, au nom de l'objectivation scientifique, aboutit à récolter des données de piètre qualité, selon Rajesh Tandon, l'un des auteurs de l'ouvrage collectif *Creating Knowledge* (Tandon, 1982, p. 82). Les RP lient de ce fait étroitement production des connaissances scientifiques et transformation sociale, appréhendée ici comme un mouvement de la société vers plus de dignité, de bien-être et d'égalité sociale pour ses membres. L'idée de Freire, selon laquelle la production et la diffusion des connaissances doivent s'imbriquer à des processus de conscientisation permettant à des personnes de devenir sujettes de leur propre histoire et à des actions visant à transformer les structures qui reproduisent les oppressions et les inégalités sociales, est emblématique des idées au fondement des RP (Freire, 1982). Par sa visée ouvertement émancipatrice, la RP se distingue ainsi de traditions collaboratives de recherche qui visent l'amélioration des institutions, et non des changements sociaux systémiques.

Cette critique radicale prolonge une lecture marxiste des rapports de production, dans laquelle les idées et les savoirs, tout comme les biens matériels, sont déterminés par la structure de la société. Ainsi, pour les pionnières et pionniers de ces approches radicales

⁴ Notre traduction.

de recherche participative, la production des connaissances scientifiques et l'esprit scientifique ne doivent pas être un privilège de classe ou une compétence relevant d'un groupe de spécialistes à l'exclusion des autres groupes sociaux. Cette critique radicale s'appuie également sur une lecture postcoloniale des rapports inégalitaires par des travaux qui dénoncent le monopole des productions intellectuelles occidentales dans les campus des pays du Sud : « Le volume impressionnant des savoirs produits penche invraisemblablement du côté des nations qui dominent les marchés internationaux » (Hall, 1979, p. 396)⁵.

Dans cette tradition, les pratiques de RP sont donc d'emblée envisagées comme des pratiques de résistance menées sur deux fronts simultanés : la résistance à des pratiques de recherche qualifiées de coloniales, et la résistance à des processus de domination politique et économique profitant aux élites locales et internationales. Pour Orlando Fals Borda, cette entreprise de décolonisation des sciences sociales renvoie à deux aspects. En premier lieu, il s'agit d'opérer la critique des disciplines scientifiques (l'anthropologie, par exemple) et de leurs cadres théoriques et méthodologiques, qui ont accompagné la colonisation. Elles sont considérées comme non participatives, peu arrimées aux besoins de changement des communautés et sans retombées positives pour celles-ci (Fals Borda, 1970). En second lieu, décoloniser les sciences sociales passe également par la critique d'une science occidentalocentrée qui rejette toutes les références théoriques des Suds comme non scientifiques (Fals Borda, Mora-Osejo, 2003)⁶. Ces deux éléments rejoignent l'appel à décoloniser les sciences sociales lancé par plusieurs scientifiques jusqu'à aujourd'hui qui souhaitent prendre en compte le rapport colonial et l'histoire de la colonisation dans la réflexion sur les inégalités sociales, dans un contexte où elles représentent souvent des angles morts des théories occidentales, comme le relève notamment Raewyn Connell (2007). Il s'agit alors de faire une place plus importante à des œuvres et à des théories sociales produites dans les Suds. Ces dernières ont été marginalisées pour différentes raisons, dont la croyance que les théories occidentales auraient une portée universelle alors que les travaux en provenance d'Amérique latine ou d'Afrique n'auraient qu'une portée locale, et l'idée que la théorie sociale proviendrait des grands centres urbains – et de l'observation de ces centres urbains – et non des milieux ruraux (Brahimi, Idir, 2020 ; Connell, 2007 ; Santos, 2017).

Notons, enfin, qu'au sein des RP radicales se retrouve une pluralité de déclinaisons telles que la RP féministe, la RP antiraciste et la RP autochtone. La prise de conscience que les catégories universelles comme celles des « opprimés » et des « pauvres » excluaient les femmes et les enjeux spécifiques qui les touchent a conduit au développement d'un courant de RP qui repose sur des pratiques, telles que les groupes non mixtes, favorisant la prise de

⁵ Notre traduction.

⁶ Voir plus généralement l'anthologie francophone de textes de Fals Borda parue à ce sujet et codirigée par Diaz et Godrie (2020).

parole et la participation des femmes aux recherches (Gatenby, Humphries, 2000 ; Joyappa, Martin, 1996 ; Lykes, Crosby, 2014 ; Maguire, 1987). La RP féministe vise ainsi à répondre autant à l'exclusion des femmes de la production des connaissances scientifiques qu'à l'*empowerment* des femmes dans les sociétés traversées par des inégalités en matière de sexe et de genre⁷. À partir de la controverse autour de l'article de Richard Rudner affirmant dès 1953, à rebours de l'orthodoxie positiviste, que les valeurs morales jouaient un rôle important dans les processus d'acceptation des hypothèses scientifiques, une série de travaux ont commencé à déconstruire la notion de neutralité scientifique (Ruphy, 2015). Il faudra cependant attendre les années 1990 pour que les études féministes des sciences établissent plus précisément, à partir d'analyses de cas de biais sexistes dans les pratiques scientifiques, à propos de la préhistoire et de la médecine, que des valeurs ou croyances d'arrière-plan avaient des effets sur les protocoles et les résultats des enquêtes scientifiques (Longino, 1990 ; Keller, 1985) et que les savoirs étaient donc *situés* socialement (Haraway, 1988).

Radicalité scientifique : quelle scientificité des recherches participatives radicales ?

Les critères de scientificité varient selon les postures et les paradigmes scientifiques adoptés et visent à contrebalancer certains biais de recherche dans la collecte et l'analyse des données. En cela, ils sont au cœur de l'activité scientifique. L'essentiel des travaux consacrés à cette question distingue les *critères de validité*, qui renvoient au paradigme positiviste attaché à l'objectivation scientifique et aux méthodes hypothético-déductives, et les *critères de rigueur* de la recherche relevant du paradigme interprétatif, étudiant la réalité comme construction sociale au moyen de méthodes inductives (Guba, Lincoln, 1989 ; Gohier, 2004 ; Bourgeois, 2016). Les critères typiques de validité (parfois appelés critères de scientificité) des recherches inscrites dans le paradigme néopositiviste sont la validité interne (la capacité à produire des données attribuables au phénomène observé) et externe (la capacité à généraliser les résultats à d'autres contextes), la fiabilité/l'objectivité (l'absence de biais de la part des universitaires), la vérifiabilité par des dispositifs expérimentaux ou quasi expérimentaux permettant la confirmation ou la falsification d'hypothèses de recherche (également appelée constance interne ou stabilité des résultats), ainsi que le pouvoir de prédiction d'un modèle théorique ou d'une loi scientifique (Guba, Lincoln, 1982, 1989).

Ainsi définis, ces critères de validité sont jugés inadéquats pour les approches relevant du paradigme interprétatif qui prennent acte du positionnement situé des chercheur·es face à

⁷ Comme le note Cancian (1996), les corpus de travaux sur les RP et sur les méthodologies et épistémologies féministes sont restés relativement étanches les uns aux autres pendant longtemps. Les travaux féministes ont encouragé les RP à surmonter leurs biais androcentrés, à inclure les enjeux de genre dans les RP et les critiques de la production des connaissances, et à exclure le vocabulaire centré sur les hommes ou sur un sujet universel (Maguire, 1987).

leur objet et de la nature dynamique de la production des connaissances entre les chercheur·es et les sujets de recherche. Afin de mieux refléter les réalités des recherches interprétatives, ils ont été reformulés par Egon Guba et Yvonna Lincoln (1982, 1989) en quatre critères (crédibilité, fiabilité, transférabilité et confirmation). Par exemple, la validité interne des résultats de recherche devient la « crédibilité » des résultats, appréciée, entre autres, par la corroboration de l'interprétation du ou de la chercheur·e par ses pair·es et par les acteurs et actrices concerné·es, et la validité externe devient la « transférabilité », c'est-à-dire l'applicabilité des données et résultats à d'autres contextes. Celle-ci repose sur la qualité de l'échantillonnage théorique ainsi qu'une description riche du contexte dans lequel se déroule l'action.

Ce travail d'adaptation des critères de scientificité au paradigme interprétatif est cependant critiqué, car il ferait du paradigme néopositiviste le standard scientifique à partir duquel penser la rigueur scientifique, diminuant ainsi la valeur des recherches interprétatives. Ainsi, pour Jérôme Proulx, « Guba et Lincoln en viennent à confirmer que les critères positivistes sont la référence à satisfaire en recherche sur le plan de la validité scientifique et que les recherches en sciences humaines et sociales doivent s'y conformer » (Proulx, 2019, p. 55). Par exemple, la redéfinition de la « généralisation » en tant que « transférabilité » élaguerait le fait que les travaux de recherche et leurs résultats sont ancrés dans un contexte particulier, qui permet justement de leur donner un sens et de saisir leurs apports et leur pertinence. L'idée de transférabilité repose sur une vision de la variabilité et de la complexité des contextes comme un « bruit de fond » qu'il faudrait réduire au minimum.

Vouloir arrimer les critères de rigueur aux critères de scientificité s'annonce donc comme un pari potentiellement risqué pour les recherches relevant du paradigme interprétatif, comme c'est le cas des RP radicales. Le risque pour ces dernières est de stagner dans l'ombre de la « vraie » science, et de se voir traitées comme des recherches « moins rigoureuses ». Cette dévalorisation serait un résultat pour le moins paradoxal dans un contexte où plusieurs traditions participatives de recherche ont cherché à s'émanciper de la notion d'« objectivité » définie comme « une décontextualisation et une séparation radicale du chercheur vis-à-vis de son objet » (Reason, Bradbury, 2008, p. 3), tout en revendiquant des fondements résolument scientifiques.

Les RP radicales relèvent d'une conception pluraliste de la connaissance et sont guidées par une visée d'émancipation et de changement du milieu, contrairement à des positionnements interprétatifs sans visée explicite de changement. Elles appellent donc à une réflexion spécifique en matière de scientificité. Un nouvel ensemble de critères susceptibles de refléter les dimensions interactives et réflexives de ces travaux a ainsi été proposé. Kathleen Manning a présenté, en 1997, les cinq critères suivants : l'équilibre, l'authenticité ontologique, l'authenticité éducative, l'authenticité catalytique et l'authenticité tactique (Manning, 1997). L'équilibre désigne la capacité d'une recherche à

s'assurer que les points de vue des personnes concernées par la recherche sont exprimés de façon équitable. L'authenticité est quant à elle sous-divisée en quatre éléments : l'authenticité ontologique des travaux (les personnes connaissent-elles mieux leur situation/l'objet étudié à l'issue du processus ?) ; l'authenticité éducative (les personnes ont-elles approfondi leur connaissance d'elles-mêmes ?) ; l'authenticité catalytique (les apprentissages suscitent-ils un désir d'action des sujets ?) ; et l'authenticité tactique (le processus de recherche augmente-t-il la capacité d'action des personnes ?).

D'autres travaux ont embrassé cette voie (Savoie-Zajc, 2001, 2019 ; Gohier, 2004 ; Bourgeois, 2016). Lorraine Savoie-Zajc (2001, 2019) ajoute d'autres critères permettant d'évaluer la qualité des RP. La cohérence systémique, en premier lieu, questionne la cohérence théorique et méthodologique du projet et souligne également l'importance de documenter les rôles et les responsabilités des co-chercheur·es. La faisabilité vise ensuite à évaluer si le projet est centré sur un problème réel et si les solutions dégagées répondent aux particularités du milieu. Un troisième critère est celui du respect des valeurs et des principes démocratiques, qui renvoie à la qualité des relations entre les chercheur·es de carrière et les co-chercheur·es ainsi qu'à leur place relative dans les processus décisionnels (par exemple, l'atmosphère des rencontres est-elle propice aux échanges ou encore l'ensemble des membres du groupe est-il bien impliqué dans la prise de décision de la recherche ?). En dernier lieu, le critère de l'appropriation traite de la qualité des changements, c'est-à-dire de l'apprentissage et des prises de conscience des personnes concernées par la recherche et des retombées du projet sur les pratiques à court, moyen et à plus long terme. Ces critères sont sujets à d'autres typologies qui se recoupent souvent partiellement, à l'instar de celle de Christiane Gohier (2004) et de Louise Bourgeois (2016). Gohier distingue les critères d'ordre scientifique (les connaissances produites), éthique (rapport à autrui dans le processus même et dans les retombées) et politique (ce qui relève du bien commun et des actions pour y parvenir). Pour sa part, Bourgeois (2016) s'appuie sur la trilogie savoir, pouvoir et vouloir pour différencier ce qui relève successivement de la production d'un savoir valide (critères de crédibilité, transférabilité, fiabilité et constance interne), du partage du pouvoir dans la recherche dans le respect des autres personnes (critères d'équilibre et de respect des valeurs et principes démocratiques), et du vouloir agir, qui renvoie à l'amélioration durable des situations vécues par les personnes.

Ces travaux permettent de comprendre la tension qu'il y a à réduire le produit des RP aux critères de rigueur habituellement mobilisés dans les évaluations académiques par les pair·es, et éclairent l'enjeu de questionner les fondements mêmes des modes d'attribution de la validité scientifique, pour y intégrer des dimensions pratiques et contextuelles traditionnellement écartées. Ils renvoient, de ce fait, à la nécessité d'instaurer une discussion pragmatique et un dialogue non relativiste entre les différentes traditions analytiques, tel que préconisé par Boaventura de Sousa Santos et ses collègues dans ce dossier. Ces travaux ouvrent notamment la porte à la reconnaissance des critères

d'appréciation de la qualité du processus participatif de production des connaissances, à savoir le partage des responsabilités dans le processus de recherche, la disponibilité et la répartition des ressources financières et matérielles ou encore la reconnaissance des participant·es dans les connaissances produites. Ils invitent finalement à initier des processus d'évaluation permettant de tenir compte des critères relevant du scientifique, de l'éthique et du politique.

Radicalité éthique et politique

Un ensemble de principes éthiques découle de la perspective des RP radicales. Ces principes ont notamment été développés et formalisés dans les approches de recherche participatives féministes et autochtones. Même si ces approches ont chacune leurs spécificités, elles ont des points de convergence fondamentaux, dont le principe selon lequel les connaissances développées avec les membres de certaines communautés sont détenues conjointement par ces communautés (CSSSPNQL, UQO, UQAT, Réseau DIALOG, 2021 ; Gervais, Weber, Caron, 2018 ; Hudson, 2010 ; Tuhiwai Smith, 2012 [1999]). Cette reconnaissance induit une conduite éthique en recherche caractéristique des RP radicales, reposant sur le consentement collectif, par opposition au consentement individuel dans les recherches non participatives (Guay, Godrie, 2020). Ce principe de consentement collectif appelle une responsabilité sociale des chercheur·es devant les communautés. Zúñiga résume cette idée en avançant que les RP « présume[nt] une redéfinition drastique du siège de l'imputabilité d'un projet de recherche » (2005, p. 242). Cette responsabilité sociale est également liée au fait que, dans les RP radicales, le travail n'est pas réalisé par un ou plusieurs chercheur·es, mais par un collectif de personnes provenant de plusieurs sphères (universitaire, intervention, militantisme citoyen, etc.) et que ces personnes rappellent souvent, tout au long du projet, l'importance de rendre des comptes aux communautés dont elles sont issues. Ces principes éthiques guident notamment le rejet de certaines pratiques de recherche qualifiées d'extractivistes ou d'« hélicoptères », c'est-à-dire conduites par des chercheur·es qui collectent des données dans une communauté, les diffusent et en tirent des bénéfices professionnels sans recontacter cette communauté ensuite et/ou sans retombées positives pour elle (Campbell, 2014 ; Haelewaters, Hofmann, Romero-Olivares, 2021).

Dans la perspective des RP radicales, les connaissances produites ne sont pas considérées comme un bien parmi d'autres dans l'économie du savoir, qui serait susceptible d'être approprié unilatéralement par des universitaires, des institutions publiques ou encore des entreprises privées, mais comme un bien détenu collectivement, voire un bien commun dans le cas où les connaissances produites sont mises à disposition en libre accès (Piron, 2018). Ces principes éthiques contribueraient à favoriser une égalisation de rapports de pouvoir entre les universitaires et les membres des communautés qui participent aux recherches, notamment les membres de groupes sociaux marginalisés, ainsi qu'au sein de

ces groupes eux-mêmes, où des rapports de pouvoir se jouent également. L'ancrage éthique des RP radicales implique, en particulier, de prendre au sérieux l'enjeu de la rémunération économique de ces groupes sociaux, allant au-delà des seules rétributions sociales et symboliques. Dans cette lignée, les RP radicales s'appréhendent également du point de vue de la sociologie du travail, et invitent à être attentifs aux modes de contractualisation et de gratification monétaire tout autant qu'aux statuts socioprofessionnels des participant·es marginalisé·es comme leviers de concrétisation des objectifs éthiques et politiques de justice sociale, au risque de basculer dans des formes d'exploitation masquées. Kinnon MacKinnon et ses collègues (2021) soulignent, à cet égard, les défis posés par la rémunération monétaire des participant·es marginalisé·s, touchant aux montages financiers complexes entre les revenus de l'activité de recherche et les allocations perçues (chômage, handicap, etc.), au type d'emploi choisi (beaucoup d'équipes de recherche privilégiant des temps partiels), aux critères d'établissement des montants des rémunérations et aux ressentis subjectifs des participant·es vis-à-vis de ces montants, ou encore aux types de compensations informelles pouvant être privilégiées (tickets restaurant, paiements « sous la table », prise en charge des frais d'alimentation et de transport, etc.).

Sur le plan politique, revendiquant l'héritage de la tradition de l'éducation populaire de Freire, la vocation des RP radicales est de critiquer le statu quo politique et les idéologies dominantes qui naturalisent les rapports sociaux inégalitaires : « [L]es rencontres radicales créent des espaces qui proposent une lecture critique de la réalité comme acte important pour le changement. Cela renvoie à l'argument de Paulo Freire qui insiste sur l'importance d'élaborer sa propre histoire » (Dor, 2018, p. 232). La production et la diffusion des connaissances doivent en effet, selon Freire, s'imbriquer à des processus de conscientisation permettant à des personnes de devenir sujettes de leur propre histoire et à des actions qui visent à transformer les structures reproduisant les oppressions et les inégalités sociales (Freire, 1982). Dès lors, la radicalité peut être comprise comme « vecteur de trans/formation personnelle et collective » (Altamimi, Dor, Guénif-Souilamas, 2018, p. 18).

Cette idée selon laquelle les RP radicales sont des lieux d'émergence de contre-récits potentiellement transformateurs des structures sociales est présente dans plusieurs travaux dans lesquels la RP est conçue comme un processus permettant à des groupes défavorisés de construire leur propre compréhension du monde et favorisant l'émergence d'« une nouvelle lecture de la société ainsi que d'un réaménagement conséquent des rapports sociaux » (Zúñiga, 1981, p. 37). Pour Margaret Ledwith, également, le processus de recherche participative contribue au développement d'une conscience critique qui permet de « voir le monde différemment et de produire un nouveau récit d'espoir qui est susceptible de mener au changement social » (2017, p. 59). Dans les RP, ces nouveaux récits, ces nouveaux imaginaires sociaux sont polyphoniques, c'est-à-dire produits par des collectifs et fabriqués au sein d'espaces qui autorisent une rencontre entre des groupes qui

ne se parleraient pas autrement en raison de la distance sociale qui les sépare (par exemple, monde de la rue et monde universitaire), voire qui se perçoivent comme des groupes antagonistes (Carrel et al., 2017 ; Godrie et al., 2018).

Si elle veut être plus qu'un simple moyen de reconnaissance symbolique de la contribution des non-universitaires de carrière à un processus, le fond autant que le format de la production orale ou écrite doivent rendre compte de la diversité des voix. Comment, dès lors, expérimenter des techniques et des formes de restitution propices à la polyphonie, par exemple, dans un texte ? Cette question est cruciale dans toute démarche participative, qu'il s'agisse de produire un avis lors d'une conférence citoyenne ou d'une décision à l'issue d'une assemblée de quartier. Loin de clore ce débat, plusieurs travaux proposent des balises et techniques de coécriture destinées à favoriser la polyphonie. Comme le remarque Sarah Berkin (2020), une liste indifférenciée de signataires « occulte souvent la hiérarchie discursive » entre les participant·es. Le produit final des RP, qu'il soit un propos écrit ou oral, prend rarement une forme unifiée qui gomme la diversité des positions : il est plutôt un récit polyphonique capable de restituer une pluralité de voix et de points de vue sur les phénomènes sociaux. Il s'agit dans cette perspective de prêter attention aux « réalités multiples », constituées par la signification des expériences situées socialement, définies par un style cognitif spécifique (Schütz, 1962). Favoriser l'expression, la compréhension et le dialogue entre des « régions limitées de significations » (*ibid.*), qui ne recourent pas les mêmes réalités vécues, peut sembler relever de la gageure. Sur le plan de l'écriture, ces réflexions peuvent se traduire par des stratégies telles que : une personne écrit le texte en mettant en scène la diversité des voix, chaque personne écrit une partie du texte ou encore le texte est coécrit par un auteur-groupe, par consensus ou de manière à rendre compte de la diversité des points de vue, et entre par la suite en dialogue avec la communauté (Pohl et al., 2010 ; Heron, Reason, 2008). Afin de surmonter les défis de la restitution dans le format écrit et faire place à des savoirs qui véhiculent et produisent des émotions, d'autres collectifs de RP se tournent vers le médium artistique, par exemple le théâtre d'intervention (voir Lewandowski et Molina Valdivia, ce numéro).

Radicalité méthodologique

Contre l'extractivisme des savoirs locaux et la minorisation des voix subalternes, les méthodologies des recherches participatives radicales redéfinissent les rapports de sens et de pouvoir en questionnant les rôles et les places traditionnelles dans la division du travail scientifique. Dans une analyse des conditions méthodologiques favorisant le partage du pouvoir dans les RP, Robin Mason et Marie Boutilier (1996) nomment les balises suivantes : la transparence dans les énoncés du projet recherche, qui sont clairs et ouverts quant au(x) but(s) poursuivi(s), aux rôles de chaque personne et au processus précisant le partage du pouvoir ; la répartition du pouvoir entre les participant·es, qui doit se refléter

dans leur rôle ; le fait que les chercheur·es apportent des compétences dans la communauté et qu'elles et ils contribuent à développer chez les populations opprimées un point de vue critique face à leurs conditions de vie. Quatre axes d'analyse, se déclinant dans les articles de ce dossier, se dégagent des méthodologies radicales : l'encastrement collectif et la régulation démocratique de la recherche ; les négociations identitaires et instrumentalisations réciproques ; la réflexivité ; et le registre sensible des RP radicales, s'incarnant dans la place laissée à l'oralité et la corporéité des savoirs et à la reconnaissance du rôle de l'expérience et des émotions dans la production de la science.

Encastrement collectif et régulation démocratique

Les RP radicales déplacent le jeu de forces pour faire du collectif le centre névralgique de la production de connaissances. Les méthodologies qu'elles mobilisent se caractérisent par l'agencement de dispositifs collectifs tendant à désindividualiser la relation entre personnes enquêtrices et personnes enquêtées, et à incarner le contrôle citoyen sur les orientations et la réalisation du processus de recherche. En France, le courant pionnier de l'intervention sociologique développé par Alain Touraine et ses collègues dans les années 1970 visait à redonner un pouvoir d'auto-analyse et d'auto-interprétation de l'expérience vécue aux personnes impliquées dans l'action, rompant ce faisant avec les approches déterministes et fonctionnalistes dominantes dans les sciences sociales de l'époque (Cousin, Rui, 2011). Les personnes concernées sont associées au processus de recherche dans le cadre de groupes qui fournissent les récits, participent à la réflexion et réagissent aux analyses rédigées par les universitaires (Touraine, 1978 ; Petiau, 2021).

Dans d'autres contextes, ce partage du pouvoir s'est exprimé de manière beaucoup plus radicale. Au Nord comme au Sud, la défiance des groupes autochtones vis-à-vis des démarches d'appropriation extractivistes de leurs savoirs au profit des seules recherches universitaires sans bénéfice réciproque pour la communauté explique la multiplication des dispositifs collectifs devant garantir et codifier des formes de don et contre-don. Ces formes de régulation démocratique du processus de recherche portent différents noms : comités consultatifs, pédagogiques, de suivi ou encore de pilotage. Leur point commun est de réunir des représentant·es des différents groupes impliqués dans la recherche participative dans une instance de dialogue et de décision sur la manière dont la recherche se déroule. De ce fait, l'encastrement collectif et éthique des recherches radicales entend concrétiser l'enjeu de décolonisation des méthodes évoqué précédemment, et particulièrement mis en avant par Linda Tuhiwai Smith (2012 [1999]).

Cependant, cette collectivisation de l'enquête se trouve traversée par une série de tensions et ne neutralise bien souvent que partiellement les rapports de domination. Ainsi, la mise en place de comités consultatifs communautaires, documentée dans le champ de la prévention et du traitement du VIH par Stella Safo et ses collègues (2016), n'empêche pas la reproduction de formes de discrédit des personnes minorisées. Ces limitations du

principe d'égalité s'expriment par le contournement des organisations communautaires pour recruter des participant·es dans l'activité de recherche ou encore par le retard dans les financements destinés à rémunérer les participant·es. La structure même des comités est parfois révélatrice : certain·es membres peuvent se sentir utilisé·es comme de la main-d'œuvre à bas coût ou être réduit·es à un rôle consultatif, sans véritable pouvoir de questionnement des protocoles et analyses des universitaires.

Les résistances à ce fonctionnement collectif ont de multiples causes, renvoyant aux contraintes propres aux champs concernés, qu'ils soient académique, associatif ou institutionnel. Documentant le Aboriginal Women's Cancer Care Project guidé par un comité autochtone de recherche, Terry Mitchell et Emerance Baker (2005) analysent la diversité des défis que génère l'adoption de la méthode *Ownership, control, Access and Possession* (OCAP). D'une part, Mitchell et Baker notent une dissonance entre les principes éthiques et les contraintes des institutions académiques, notamment vis-à-vis de la construction des carrières scientifiques. La temporalité longue de l'autodétermination des populations dans la recherche et le respect des protocoles éthiques adaptés à chaque communauté entre en confrontation avec la temporalité courte de la recherche des financements et des publications scientifiques. De manière inverse, la temporalité longue de l'écriture scientifique peut entrer en tension avec l'urgence, pour les populations concernées, d'en voir les résultats, par exemple dans l'accès aux droits. D'autre part, des clivages internes au sein de la communauté peuvent surgir entre intérêts de groupe et intérêts individuels. Lorsque les intérêts de la communauté ne coïncident pas avec ceux du comité éthique, le consentement au processus de recherche n'est pas maintenu. Cela amène à prendre en compte la question des intérêts et motivations parfois divergents entre groupes minorisés et chercheur·es, y compris les lignes de clivage à l'intérieur même des groupes minorisés, et à intégrer le travail de facilitation et d'animation, souvent minoré ou invisibilisé, comme une partie intégrante de l'activité de recherche.

Se pose alors la question de l'ancrage des dispositifs méthodologiques dans les pratiques culturelles autochtones et dans des relations réciproques instituant des formes de symétrie et d'interdépendance entre participant·es. L'enjeu d'incorporation des protocoles culturels aborigènes dans la recherche induit de mettre l'accent sur la dimension infrastructurelle des recherches participatives. Au-delà des rétributions financières, la négociation avec les aîné·es comme « médiateurs » ou « médiatrices », détenant la mémoire collective, le suivi de « protocoles culturels » tels que la pratique du don (liasses de tabac, plantes sacrées, etc.), la contractualisation concernant la propriété et la diffusion des résultats, etc. font office de gratification sociale et symbolique et de marque de réciprocité, permettant d'asseoir le consentement des populations et d'instaurer une forme de symétrie dans l'échange (Lavallée, 2009 ; Minkler, 2005). Y compris au sein des équipes académiques, l'acquisition d'une « compétence biculturelle » entre des chercheur·es maoris pakeha, Néo-Zélandais·es de descendance européenne, a été mise en avant pour dépasser une

approche biomédicale et intégrer des représentations holistiques de la santé (Cram et al., 2006). Fiona Cram et Vivienne Kennedy (2010) montrent, en particulier, la nécessité pour les chercheur·es enquêtant avec les communautés maories d'adopter des cadres de travail qui correspondent aux répertoires de valeurs et de normes coutumières de ces communautés, comme le respect des rituels de rencontre, l'adaptation aux rythmes de vie, la négociation avec les chefs politiques et spirituels locaux lorsque la communauté est traversée par des divergences conséquentes. Ainsi, ces travaux soulignent la nécessité d'encadrer les traditions intellectuelles autochtones dans les dispositifs méthodologiques. La « formation à la compétence culturelle » des chercheur·es non autochtones ou l'acquisition d'une « compétence transculturelle » s'avère indispensable lorsque les univers culturels sont éloignés (Nilson, 2016).

Négociations identitaires et instrumentalisations réciproques

Dans les méthodologies mises en œuvre par les RP radicales, la collectivisation de la recherche implique que les opérations de sélection, d'implication et d'encadrement des participant·es fassent l'objet d'une discussion, ou *a minima* d'un recul réflexif. Les communautés peuvent filtrer les chercheur·es partenaires, tout comme les chercheur·es peuvent sélectionner les co-chercheur·es en sélectionnant les profils les plus adéquats (Datta, 2018 ; Caldwell et al., 2015 ; Dodson, 1994). Ce processus de cadrage de la participation se pose à divers niveaux. D'un côté, le choix d'une thématique consensuelle de recherche peut s'avérer complexe quand la communauté est divisée ou polarisée. De l'autre, la sélection des co-chercheur·es en fonction de prédispositions les rendant plus aptes à se saisir de l'activité de recherche ou en fonction de contraintes nécessitant moins d'adaptation – comme le choix de privilégier des personnes en situation de handicap physique au détriment d'autres formes de handicap psychique – produit des effets d'exclusion et de façonnage des profils (Minkler et al., 2003). Dans cette veine, ces enjeux posent, pour les membres de la communauté, la question de la (non-)représentativité des membres, de leur montée en compétences et en expertise les détachant de leurs pair·es et de leur milieu d'origine par la socialisation aux codes de la recherche.

La recomposition des frontières de la parité et de l'altérité dans les méthodologies radicales prend diverses formes, touchant aussi bien les membres des communautés ou des groupes minorisés que les universitaires. Les personnes au cœur de ces recherches font souvent l'expérience de dissonances identitaires au sein de leur groupe. Ces phénomènes ne relèvent pas uniquement du processus de professionnalisation ou de socialisation aux codes de la recherche, mais témoignent aussi de micro-hiérarchies sociales internes aux groupes minorisés, que la recherche participative peut faire ressortir. Jill Chettiar et ses collègues (2011) questionnent ainsi le concept de « parité » dans le cas d'une recherche féministe dotée d'un comité de pilotage communautaire et employant des travailleuses du sexe comme chercheuses paires. Chettiar et al. soulignent les dangers d'une approche

homogénéisante des « pair·es » ou de la « communauté » en montrant comment le système de différenciation interne et de stratification sociale structurant le groupe des travailleuses du sexe stigmatise en particulier les femmes utilisatrices de drogues. Mieko Yoshihama et E. Summerson Carr (2002) montrent bien, à cet égard, la nécessité de dépasser la dichotomie binaire oppresseur·e/opprimé·e, pour appréhender la complexité des lignes de division traversant les groupes. Dans une recherche participative féministe avec des femmes de la communauté ethnique Hmong, les auteures témoignent des négociations constantes d'intérêts concurrentiels au sein de la communauté, touchant aux clivages entre urbain·es et périurbain·es, entre statuts sociaux et entre hommes et femmes dans un contexte de domination patriarcale, pouvant freiner la redistribution du pouvoir. De nombreux travaux féministes et décoloniaux soulignent ainsi l'ambiguïté des discours sur la reconnaissance des identités culturelles spécifiques et la prise en compte des « communautés » en ce qu'ils tendent à traiter les groupes socio-ethniques de manière homogène, invisibilisant les rapports de pouvoir les traversant (Anderson, Koushambhi, Reimer-Kirkham, 2011 ; Bannerji, 2000). Cette constitution d'une altérité qui sépare les pair·es et la fluidité des processus identitaires est explorée par Pierrine Robin qui aborde, dans ce dossier, la tension entre pluralisation et réassignation identitaire, touchant à la fois les chercheur·es profanes et les chercheur·es universitaires, dans le cadre d'une recherche participative avec des jeunes sortant de la protection de l'enfance. Robin analyse l'ambivalence et la fragilité du processus de changement des places et des rôles : si les jeunes font l'apprentissage des techniques d'enquête et d'analyse en devenant des chercheur·es « en herbe », et que les chercheuses se positionnent comme des facilitatrices et des « petites mains », ces deux processus coexistent avec un retour aux identités assignées, les jeunes étant ramenés sans cesse à leur identité de jeunes ayant fait l'objet d'un placement et les chercheuses rappelées à leur tâche traditionnelle d'écriture.

Du point de vue du statut des chercheur·es, la dichotomie *insider/outsider* a été de longue date soulignée par les travaux féministes qui appellent à une décolonisation des méthodes de recherche. En effet, cette dichotomie pose la question de la reproduction des positions de pouvoir – des normes et des représentations eurocentrées des modèles de scientificité – ou de leur déplacement selon le statut endossé par les universitaires (Tuhiwai Smith, 2012 [1999]). Cette dichotomie renvoie à la posture d'appartenance ou d'extériorité du ou de la chercheur·e, autochtone ou non-autochtone, vis-à-vis du groupe social avec lequel il ou elle mène la recherche, et aux formes d'identification et d'auto-identification en jeu dans cette posture. M. Brinton Lykes et Alison Crosby (2014) analysent les processus de négociation identitaire expérimentés par le ou la chercheur·e *outsider* pour dépasser le clivage *insider/outsider* et réduire l'altérité de sa posture. Pour construire une proximité dans un contexte de différence ethno-raciale, de genre ou de classe sociale entre chercheur·es et membres de la communauté étudiée, deux processus sont mis en avant souvent simultanément : des chercheur·es endossent certaines facettes de leur identité

(héritée de leur propre vécu) pour trouver des points d'accroche et réduire leur altérité par rapport au groupe, tandis que d'autres visibilisent les privilèges qu'ils ou elles détiennent.

Si le brouillage des frontières et des places occupées dans la division du travail de recherche est un des objectifs des RP radicales, elles n'empêchent pas pour autant la réapparition de nouveaux clivages et phénomènes de différenciation. Les postures des chercheur·es à cet égard varient : si certain·es entretiennent de manière duale des positions simultanées d'*insider* et d'*outsider*, au contraire, Norman Denzin et Yvonna Lincoln se définissent clairement comme *outsiders*, à la fois « allié·es » et « camarades de route » pour « déconstruire de l'intérieur les épistémologies positivistes » (2008, p. 6). La posture d'allié·e s'ancre ici dans le fait de partager certaines caractéristiques des personnes enquêté·es ou de bénéficier d'un rapport de proximité (affectif, familial) avec celles-ci. Les rapports de familiarité ou de complicité noués dans les coulisses de l'enquête scientifique s'ancrent souvent dans l'hybridité de la position des chercheur·es, à l'intersection de la parité et de l'altérité. Dans ce contexte, la compréhension partagée d'une réalité favorise l'instauration d'un rapport de confiance libérant la parole entre personnes co-enquêtrices et facilitant la fabrique conjointe de connaissances.

En tant qu'*outsider*, les universitaires peuvent donc en arriver à déconstruire volontairement leur assignation statutaire pour travailler avec les populations opprimées. C'est le cas de Pierrette Hondagneu-Sotelo (1993) dans une recherche avec des femmes travailleuses sans-papiers, qui incarne le statut des personnes qu'elle observe en se présentant comme une travailleuse informelle documentant leur vie et contribuant à leur projet. Dans d'autres cas, la posture d'équilibriste de l'universitaire se reflète dans l'entremêlement des identifications dont il ou elle fait l'objet de la part de ses partenaires. En explorant son « altérité située » (*situated otherness*), Lykes (1997) analyse comment son intégration sur le long terme dans une communauté rurale maya au Guatemala l'a amenée à négocier simultanément ou successivement différentes étiquettes : d'abord, celle de consultante extérieure aux yeux des autochtones puis, au fil de sa familiarité avec la population, celle d'*insider* qui se heurte aux normes patriarcales de la communauté, tandis qu'elle était disqualifiée comme une féministe étatsunienne au sein de l'association guatémaltèque avec laquelle elle travaillait. Plus largement, la revendication d'une posture d'« allié·e » par des chercheur·es n'empêche pas la reproduction des structures d'oppression paternalistes qu'ils et elles entendent combattre, notamment si ce positionnement ne s'accompagne pas d'une réflexivité sur les privilèges épistémiques en jeu. C'est le constat fait par Sklaerenn Le Gallo et Mélanie Milette (2019) qui, dans le sillage des *disability studies*, invitent à repenser la position d'allié·e comme un processus relationnel et non une identité stable, émanant de l'octroi du statut d'allié·e par les personnes concernées elles-mêmes. Ce statut accordé aux universitaires peut ainsi « fluctuer ou être retiré » par les personnes concernées qui ont le contrôle des formes d'identification du ou de la chercheur·e, et induit qu'ils et elles s'investissent dans un

apprentissage autonome qui ne fasse pas peser de charge éducative sur les personnes co-enquêtrices.

Une autre facette de cette négociation identitaire, enfin, est la perte de pouvoir épistémique expérimentée par le ou la chercheur·e comme condition préalable dans la coproduction des savoirs. Observant des situations de croisement des savoirs d'ATD Quart Monde, Alex Roy (2019) analyse la posture de *disempowerment* comme élément constitutif de la recherche avec des personnes en situation de grande pauvreté. Celle-ci prend la forme, pour le ou la chercheur·e universitaire, d'un « renoncement » à son pouvoir « sur » les acteurs et actrices affaibli·es, mais aussi d'une « désolidarisation » temporaire avec son milieu social d'origine ou d'appartenance, pouvant générer un biais de dévalorisation et de délégitimation de la parole des chercheur·es ainsi que des frustrations intimes. Toutefois, ce *disempowerment* temporaire, favorisant le dialogue avec les personnes qui ne disposent pas du langage et des codes académiques, aboutirait à des formes collectives d'*empowerment*. En d'autres termes, le ou la chercheur·e est susceptible de retrouver du pouvoir d'agir, qui se construit collectivement au sein de la communauté d'enquête.

Réflexivité réciproque

La réflexivité est le principal levier permettant aux co-enquêteurs et co-enquêtrices – universitaires comme profanes – d'identifier et d'évaluer de quelle manière leurs biais impactent et influencent l'ensemble des phases du processus de recherche, de la problématisation à la production et publication des analyses, en passant par la construction du protocole, la sélection des instruments, la collecte et l'interprétation des données (Chilisa, 2012). Le repérage, par la démarche réflexive, des « circuits de dépossession » (Fine, Ruglis, 2009) qui contribuent, à différents niveaux, à maintenir les privilèges épistémiques et à perpétuer les phénomènes d'ignorance et d'invisibilisation dans la production de la science (Hesse-Biber, 2014), constitue ainsi une spécificité des RP radicales vis-à-vis des autres démarches de recherche participative. Ce repérage entend bien sûr nourrir la mise en place de réorientations, de techniques et d'outils visant à garantir un certain degré de justice épistémique.

Dans son exploration des méthodes réflexives avec des communautés autochtones, Ruth Nicholls (2009) évoque une « réflexivité multi-stratifiée » se déployant sur trois niveaux de positionnement des co-chercheur·es : la réflexivité personnelle, la réflexivité interpersonnelle et la réflexivité collective. L'articulation de ces trois strates de réflexivité constitue, pour l'auteure, la condition de redéfinition des rapports sociaux dans une perspective émancipatrice. Le premier niveau consiste, entre autres, à dévoiler les postulats cachés et sous-jacents façonnant l'activité de recherche, renvoyant aux ancrages disciplinaires et théoriques de la recherche qui survalorisent certains cadrages théoriques au détriment d'autres, mais aussi à bousculer le monopole de l'acte d'écriture pour rendre visible l'ensemble des contributeurs et contributrices. Le deuxième niveau renvoie à

l'acceptation, par les co-chercheur·es, de sortir d'une posture de direction, de contrôle ou de délégation pour poser les bases d'une véritable collaboration, sans renier ni mettre sous silence leur identité et leur statut. Enfin, le troisième niveau réflexif concerne la manière dont la collaboration détermine et façonne les contours de l'enquête : il vise à identifier les biais, verrous ou obstacles qui ont balisé le processus de recherche. Ce mouvement induit donc, pour les chercheur·es académiques d'Occident, de se prendre comme objets d'enquête, non pas dans une perspective internaliste, psychologisante et individualisante, mais selon un prisme social, en tant que porteurs ou porteuses d'un système culturel occidental et de structures de domination normalisées (Russell-Mundine, 2012). Cependant, l'acte réflexif n'est ni l'apanage exclusif des chercheur·es profanes ni celui des chercheur·es académiques dans les recherches participatives radicales : il constitue une opération réciproque. Ainsi, dans ce dossier, l'article de Verônica Santana et Héloïse Prévost portant sur une expérience féministe et décoloniale de film participatif co-construit par une chercheuse française et des militantes brésiliennes en milieu rural montre en quoi la réflexivité s'avère centrale pour appuyer le travail d'identification, par les femmes de milieu rural, des oppressions et représentations stigmatisantes qui les affectent. Leur article souligne, de manière symétrique, le travail de déconstruction, par la chercheuse académique blanche, des formes de colonialité dont elle est porteuse.

Le registre sensible : oralité, corporéité, expérience, émotions

En questionnant le primat des modèles expérimentaux et positivistes de la recherche occidentale, les RP radicales mettent en valeur la dimension incarnée et incorporée des savoirs. Plusieurs d'entre elles mettent en œuvre des dispositifs méthodologiques qui intègrent l'expression et le travail des affects et de l'expérience vécue dans la production de la science. Dans cette perspective, de nombreuses médiations sensorielles et orales sont investies pour donner forme aux visions du monde. En particulier, le rôle du langage – en portant l'attention par exemple sur la littérature orale et les récits de vie – est mis en avant comme forme de cognition, à la fois en tant qu'outil d'interprétation des expériences et de construction de significations individuelles et collectives pour décoloniser les méthodologies de recherche. Or, comme on l'a vu plus haut, reconnaître, d'un côté, la validité scientifique des formes orales comme mode de transmission des savoirs autochtones et, de l'autre, la symbolisation comme source de connaissance, entre en tension avec la manière positiviste de construire la science selon une démarche hypothético-déductive d'observation expérimentale (Datta, 2018).

Les RP radicales en contexte autochtone se trouvent ainsi confrontées au défi de tâtonner méthodologiquement – en s'appuyant par exemple sur des techniques de codage pour retranscrire les contenus des cercles de parole – pour analyser sans vider de leur substance les récits des participant·es et assurer la fiabilité scientifique des données (Lavallée, 2009). Diverses méthodes permettent de collecter et schématiser les récits expérientiels. Le

storytelling, mobilisé notamment dans les méthodologies thérapeutiques et de résistance en contexte africain, s'ancre dans une conception incarnée et incorporée des connaissances prenant la forme d'une enquête narrative dans des espaces de non-jugement et de libération de la parole (Chilisa, 2012). La *Participatory Rural Appraisal* permet quant à elle la production de modélisations et de schématisations du territoire à partir de l'expérience vécue et des perceptions sensibles de la population. Documentant l'expérience du *Peoples' International Health Tribunal*, Susana Caxaj (2015) analyse l'intégration du *storytelling* comme outil de visibilité d'une parole subalterne, de publicisation de problèmes sanitaires et d'identification collective d'injustices de populations affectées par l'activité de forage d'une compagnie minière au Guatemala, dans un contexte plus large d'une histoire marquée par la violence génocidaire. Elle montre en particulier comment l'ontologie maya fondée sur des principes d'interdépendance et de réciprocité façonne le contenu des témoignages, mais aussi de quelle manière les témoignages sont appréhendés en eux-mêmes comme une production collective. Les principes d'interdépendance et d'interconnexion entre l'individu, le collectif et la nature apparaissent alors centraux dans la construction d'une interprétation et d'une signification partagée de l'expérience, préalable à la construction d'un savoir collectif.

Réhabiliter la dimension située et incorporée des savoirs scientifiques induit alors de prendre l'expérience comme matériau indispensable dans tout processus de connaissance. Ainsi, l'article de Elena Lasida, Michel Renault, Marianne de Laat et Bruno Tardieu dans ce dossier, documentant la démarche en croisement des savoirs d'ATD Quart Monde menée en partenariat avec l'université d'Oxford, montre comment une mesure multidimensionnelle de la pauvreté, à rebours des seuls critères monétaires et matériels encore trop fréquemment mobilisés, induit d'élargir son appréhension à l'expérience vécue et subjective de la pauvreté, incluant les sensations et sentiments attachés à cette position sociale. Le passage du statut d'expérience individuelle des personnes en situation de pauvreté à la construction négociée d'une représentation commune du mot « combat » entre les groupes de pair·es passe par un processus d'objectivation se déployant d'abord comme une confrontation entre les diverses significations attribuées au mot « combat », puis comme une validation collective des cadres d'interprétation émergeant du croisement des savoirs. Reprenant l'approche pragmatiste de John Dewey, les signataires de l'article soulignent la dimension d'enquête sociale de cette recherche, prenant la forme d'un processus expérimental articulant la pensée et l'action, les fins et les moyens.

L'article de Séréna Naudin et Karine Gatelier dans ce dossier creuse une piste complémentaire, en questionnant la manière dont la narration de l'expérience de la migration à travers l'outil radiophonique constitue un vecteur d'analyse réflexive des ressorts de la domination par les personnes en situation d'exil, tout autant qu'une ressource de débat et de travail collectif par le montage pour œuvrer à la construction d'un savoir scientifique entre chercheuses et migrant·es. Ce faisant, la radio est mobilisée non

seulement comme un levier politique de production et de diffusion d'un contre-récit de la migration, permettant de rompre le processus d'assignation identitaire et de subalternisation vécu par les personnes en situation d'exil, mais aussi comme un instrument scientifique permettant la collecte de données et la mise en discussion des analyses produites. Plus largement, le partage et la socialisation de l'expérience au sein de dispositifs oraux et sensibles, matière première pour la construction d'un savoir collectif, renvoie à la prise en compte du rôle des émotions et des affects dans la manière d'attribuer du sens et de construire les grilles de lecture du monde. La dimension émotionnelle des savoirs a été récemment prise en compte dans les études sur la démocratie participative et les mouvements sociaux dans le sillon des travaux états-uniens dans années 1990 et 2000 (Blondiaux, Traïni, 2018 ; Sommier, 2020). Celle-ci est cependant travaillée de longue date par les épistémologies féministes, notamment dans le cadre des recherches participatives féministes (Gatenby, Humphries, 2000) qui lient l'« ethos du *care* » avec la prise de parole à travers l'oralité des groupes de parole et la narration des récits d'oppression et affirment la dimension politique de la subjectivité. À cet égard, l'article de Sophie Lewandowski et Alejandro Molina Valdivia dans ce dossier, portant sur une recherche-action participative sur les services hydriques forestiers, explore la manière dont le théâtre-forum permet d'expérimenter une forme de connaissance incorporée où l'acte de cognition réside dans l'articulation des dimensions émotionnelles et intellectuelles, symboliques et rationnelles, psychiques et physiques. Leur analyse montre comment le corps et le travail des affects par le corps permettent d'accéder à des récits inatteignables par l'écrit, la mise en scène et le jeu de rôle permettant à la fois la prise de conscience des rapports de forces entre porteurs ou porteuses de savoirs distincts et leur évolution, contribuant à réduire les inégalités sociales et épistémiques.

Une radicalité émoussée ?

Les travaux recensés dans cette introduction interrogent la radicalité des recherches participatives contemporaines. Dans quelle mesure observerait-on ou non, aujourd'hui, un effacement des idéaux et pratiques des RP radicales amorcés dès les années 1970 ? Les racines historiques des RP radicales, leurs enjeux scientifiques, éthiques et politiques ainsi que leurs développements méthodologiques questionnent leur place et leur portée actuelle au sein du monde universitaire. Nous soutenons que différents facteurs concourent à neutraliser, du moins partiellement, le caractère radical de certains courants de RP, c'est-à-dire à en atténuer ou à en restreindre la portée. Ces facteurs tiennent à la fois aux modalités de division du travail de recherche ainsi qu'au gouvernement néolibéral et managérial des institutions scientifiques et des modes de production de la connaissance. Nous les analysons grâce à trois échelles emboîtées relevant des politiques publiques, de la structure universitaire et de l'activité de recherche en elle-même.

L'échelle des politiques publiques

La conversion des recherches participatives en référence et en label de nombreuses politiques publiques – politiques de la recherche, de développement durable et de patrimonialisation, de transition écologique – et le recours aux savoirs expérientiels, autochtones, traditionnels dans les pratiques et institutions de recherche s'inscrivent dans des impératifs de « bonne gouvernance » véhiculés par la rationalité managériale. Cette conversion induit une manière souhaitable de faire de la recherche « avec » les citoyens et citoyennes, dans un contexte plus vaste de mise en marché de la production des savoirs scientifiques (Herreros, 2015 ; Zimmermann, 2004). À cet égard, l'institutionnalisation des recherches participatives peut être un vecteur d'euphémisation de leur portée radicale. En particulier, la dilution de la portée radicale des recherches participatives s'observe, d'un point de vue macro, par la cooptation de ces dernières au service des logiques de croissance et de concurrence ainsi que par la promotion des recherches collaboratives dans le domaine de la gestion (Pallez, 2014). De nombreux travaux montrent de quelle façon les coopérations science-société s'inscrivent dans le cadre d'un « pilotage utilitariste de la recherche », où les partenariats valorisent les logiques pédagogiques et vulgarisatrices de « médiation » scientifique, les scientifiques endossent le rôle d'« entrepreneurs culturels », et où le milieu scientifique incorpore « les injonctions industrialo-étatiques à la croissance nationale et à la compétitivité internationale » (Pessis, Angeli Aguiton, 2015). Les recherches participatives serviraient alors à « réguler et potentialiser les coûts de la recherche en déplaçant une part de son financement du public vers le privé » (Seferdjeli, Stroumza, 2017, p. 84). Si les programmes de subvention en soutien aux recherches participatives se multiplient, ils véhiculent souvent des modes de standardisation qui tendent à entraver la portée radicale des recherches, qu'il s'agisse des modes d'évaluation et de validation des savoirs, de la temporalité courte des subventions allant à l'encontre des processus de co-construction, ou encore des référentiels épistémologiques mobilisés.

Les équipes qui promeuvent les RP radicales peuvent toutefois instituer des formes de détournement ou de camouflage pour préserver l'existence infrapolitique de cette radicalité. Analysant l'intégration d'une recherche communautaire féministe au sein d'un programme international de « *capacity building* » de réduction de la pauvreté au Vietnam, Lenora Angeles (2011) montre ainsi la difficile acceptabilité de cette dernière au sein de pratiques bureaucratiques perpétrant des hiérarchies genrées. L'introduction d'une radicalité féministe se heurte à un canevas institutionnel fondé sur les notions d'équité de genre et de *gender mainstreaming*, deux approches technicisées dans les boîtes à outils des politiques de développement. Dans ce contexte, elle évoque le choix d'adopter une perspective de *gender mainstreaming* comme étant à la fois stratégique et instrumentale, pour rendre la recherche plus acceptable et « respectable » auprès d'une audience antiféministe. Cette déradicalisation volontaire se manifeste également par des phénomènes d'autocensure et d'autocorrection consistant à ne pas labelliser la recherche

comme féministe lors des événements publics. Si elle souligne de quelle façon cette déradicalisation a un effet diluant, en dépolitisant la question de genre et en atténuant sa portée de lutte pour la justice sociale, elle s'avère néanmoins parfois indispensable dans des configurations institutionnelles conservatrices et n'empêche pas certains processus de conscientisation de s'opérer en leur sein ou envers leurs publics.

L'échelle des structures universitaires

À l'échelle des structures universitaires, briser le monopole dans la production des connaissances se heurte à de multiples résistances, tenant aux freins bureaucratiques et à la culture scientifique des institutions universitaires. Cette dernière, même si elle se définit par l'existence de la controverse, reste marquée par des mécanismes de régulation peu ouverts à la pluralisation des critères de rigueur, de vérification et de validation scientifique. L'injonction normative appelant les chercheur·es autochtones à se conformer aux standards occidentaux de production et de validation scientifique des savoirs coexiste avec un constat, déjà ancien, d'une existence institutionnelle marginale et en silo des recherches participatives. Au début des années 1980, Ricardo Zúñiga soulignait que « l'université, l'institut ou l'organisme d'octroi des subventions gardent leur définition de ce qui est scientifique, et de ce qui définit la qualité scientifique, soit l'appareillage technique et statistique, la formalisation des données, le contrôle des variables et la présentation destinée au public savant » (Zúñiga, 1981, p. 39). Les normes intellectuelles structurant le monde universitaire sont caractéristiques, selon l'auteur, de la sphère entrepreneuriale : elles régissent les rapports entre les organismes subventionnaires et les universitaires selon des critères préétablis en amont se rapprochant de la gestion par objectifs (indicateurs d'efficacité valorisant le quantitatif, contrôle des moyens et ressources investis, etc.). Ne laissant pas de marge d'adaptation aux temporalités alternatives ou d'ouverture à des modes d'administration et de vérification de la preuve scientifique ou encore de processus de coécriture qui sortent des canons, ces normes entravent la reconnaissance des recherches radicales. Ces normes ne laisseraient place qu'à des versions édulcorées des RP, tolérant la participation des groupes sociaux dans la mesure où les recherches produites « respecte[nt] les règles du jeu des milieux officiels » (Zúñiga, 2005). Dans cet ordre d'idées, Hall soulignait lui aussi, dès 1979, la dépendance des universitaires aux organismes qui les subventionnent ou rémunèrent, qu'ils soient publics ou privés. Cette dépendance a pour corollaire le fait que les pourvoyeurs ou pourvoyeuses d'informations (les « enquêt·es ») font l'objet d'une attention limitée, en particulier dans la définition de la question de recherche. Cette question de l'initiative des recherches portant sur tel ou tel public est encore aujourd'hui cruciale, en particulier quand il s'agit d'un public minorisé.

En particulier, l'autorat collectif, appréhendé comme un outil de radicalité éthique et épistémologique pour ouvrir les standards de publication et reconnaître les contributions

intellectuelles respectives des co-chercheur·es pose un certain nombre de défis qui peuvent décourager l'acte de publication collective. S'il est notable que le coautorat peut prendre diverses formes (la coécriture ou la coproduction d'une pièce de théâtre, d'une vidéo, etc.), force est de constater la subsistance d'une hiérarchie entre les supports légitimes de valorisation, la publication, notamment académique, restant encore le médium le plus socialement valorisé dans plusieurs sphères sociales. Lorsqu'il devient une pratique effective, le coautorat apparaît subversif en ce qu'il incarne la propriété partagée des savoirs produits et l'autorité scientifique collective, faisant figure d'outil de justice épistémique. Il induit un « déplacement de sens de la qualité d'auteur, de l'acte physique d'écrire, supposé dans la plupart des normes éditoriales, vers la responsabilité de la production du savoir » (Sarna-Wojcicki et al., 2018, p. 333). Toutefois, cette pratique se heurte au verrou des normes disciplinaires et éditoriales qui font que les coauteur·es non universitaires peuvent être discrédité·es, anonymisé·es ou simplement évacué·es par les éditeurs scientifiques. À ces freins externes s'ajoute une diversité de freins internes : les enjeux de prise de décision collective sur la mise en mots des analyses (temporalité longue des discussions et processus d'approbation, nombre de participant·es, désaccords sur le choix des formulations, etc.), les enjeux de distinction des chercheur·es universitaires dont les publications individuelles et fréquentes sont davantage valorisées ou encore l'inégale contribution des participant·es non universitaires à l'exercice complexe que constitue la coécriture. Le dossier de ce numéro offre une illustration de plusieurs de ces défis : si la presque totalité de ce dossier est coécrite (six articles sur sept), trois seulement sont corédigés entre universitaires et non-universitaires. Cette présence limitée des non-universitaires comme coauteur·es tient notamment au fait que la revue *Participations* est une revue évaluée par les pair·es universitaires sous l'angle des critères scientifiques. Cet enjeu est encore plus saillant lorsqu'on l'aborde dans une perspective Nord global-Suds. George Openjuru et ses collègues (2015), qui ont coédité un numéro spécial de la revue *Action Research Journal*, évoquent avoir reçu douze soumissions d'articles provenant essentiellement du Nord global. Leur constat est que les propositions d'auteur·es des Suds et du Nord global ont difficilement trouvé une place, à l'exception de celle de coauteur·es d'articles portés par des universitaires du Nord global. Au-delà des publications scientifiques, l'atténuation de la radicalité des RP passe, enfin, par l'évincement des conditions sociales d'appropriation des résultats de la recherche, à travers des formats de diffusion de la connaissance qui soient accessibles à une diversité de publics. À cet égard, Nina Wallerstein et ses collègues (2019) soulignent le maintien discret des structures d'oppression à travers le choix des modes de valorisation des RP, privilégiant encore trop souvent le langage académique au détriment de supports plus pédagogiques (outils visuels et audio, formations, etc.), offrant plus de marges de manœuvre aux non-universitaires pour utiliser ces productions à des fins de légitimation de leur cause.

L'échelle de l'activité de recherche

Du point de vue de l'activité de recherche, enfin, le vecteur le plus direct d'affaiblissement de la dimension radicale des recherches participatives réside dans ce que l'on peut appeler un réductionnisme procédural, consistant à rabattre les recherches participatives sur un ensemble de méthodes et de procédures censées égaliser les rapports entre les participant·es. Ce phénomène contribue à mettre de côté la radicalité politique résidant dans la remise en question des présupposés idéologiques implicites de la recherche sociale classique. Ce réductionnisme s'apparente ainsi au « tropisme procédural » des politiques de démocratie participative à l'échelle locale (Mazeaud, 2012), selon lequel les dispositifs mis en place par les collectivités territoriales réduisent l'expérience démocratique à la mise en place de procédures participatives, souvent standardisées. À cet égard, Zúñiga souligne que « la recherche-action fait le jeu d'une structure socio-politique de domination quand elle se présente comme une revendication d'assouplissement méthodologique » (1981, p. 36). Au contraire, « sa raison d'être, sa force se situent dans son rôle d'analyseur des luttes pour le contrôle du savoir, de dénonciation d'une idéologisation des sciences humaines qui fait d'elles des instruments politiques actifs dans une conception du social qui inclut trop facilement la dépossession de l'apprentissage collectif » (*ibid.*).

Si un vecteur de neutralisation de la portée critique des recherches participatives réside dans le rabatement de leur radicalité politique sur des enjeux méthodologiques, un autre vecteur de déradicalisation est repérable dans la réinscription des recherches communautaires dans les registres de légitimation du néolibéralisme. Cette récupération néolibérale des recherches participatives radicales se traduit par la reproduction des impératifs d'autonomisation et de responsabilisation de sujets participatifs subordonnés. Ainsi, Adrien Guta, Sarah Flicker et Brenda Roche (2013) montrent comment l'implication de chercheur·es pair·es en situation de grande marginalité passe par la reproduction de mécanismes de sélection propres au marché de l'emploi dans leurs modes de recrutement, à travers des entretiens qui visent à jauger l'authenticité des parcours de vie précaires et la qualification des profils en fonction de l'objectif de la recherche au moyen d'une série de critères visant à apprécier les compétences relationnelles des participant·es. Par ailleurs, la rhétorique du « *capacity building* », devant étayer la dynamique collective par la mise en place d'ateliers partagés de montée en compétences (informatiques, théoriques, etc.), recoupe une perspective néolibérale d'activation des personnes comme responsables de leur propre gouvernance économique à travers la capitalisation de leur expérience et leur intégration dans un collectif. À cet égard, Guta et ses collègues pointent le cas de participant·es pair·es exclu·es du projet, car jugés incapables d'adapter leur comportement afin d'entrer dans les cases des « citoyens plus productifs et plus fonctionnels » dans le processus de recherche par rapport à des chercheur·es pair·es plus professionnalisé·es capables de « maximiser » leur formation. De la même manière, dans son étude de deux projets de recherche communautaire, Julia Janes (2016) analyse la manière dont les recherches participatives avec des populations marginalisées peuvent constituer un instrument d'accès, de régulation et d'appropriation des savoirs locaux tout autant que de

travail précaire des communautés. Utilisant la notion de « travailleurs de la connaissance » pour qualifier des citoyens et citoyennes faisant figure de main-d'œuvre bon marché dans ces recherches, elle pointe de quelle façon l'appropriation de leur force de travail à moindre coût, grâce à des compensations faibles ou inexistantes, se combine avec la mise en avant de la responsabilisation des communautés dans la prise en charge de leurs problèmes au service d'une « citoyenneté active ». Selon l'auteure, une analyse en termes de gouvernementalité invite ainsi à appréhender de quelle manière l'implication des communautés dans la recherche peut favoriser un engagement de ces derniers dans la propre production de ces derniers comme sujets marginaux « sans troubler les conditions qui les assignent aux marges » (2016, p. 117).

Conclusion

Faut-il pour autant en conclure à l'édulcoration voire à la disparition du projet des RP radicales ? En introduisant des travaux qui articulent étroitement les revendications pour la pluralisation des systèmes de connaissances à la réduction des inégalités sociales, ce dossier témoigne d'une certaine actualité et d'une effervescence des RP radicales dans différents champs des sciences sociales. Par exemple, dans la recherche participative sur les dimensions de la pauvreté (de Laat et al., ce numéro), la dimension collective et conflictuelle de la recherche en croisement des savoirs est présente au prix d'un important travail méthodologique et épistémologique d'animation et de pilotage croisé. Dans cette recherche, le mot « combat », au centre du vécu des personnes en situation de pauvreté, a été dans un premier temps invisibilisé dans les échanges avec les autres acteurs et actrices. C'est grâce à un travail de retranscription, de relectures croisées des comptes rendus, d'alternance de temps de travail en groupes de pair-es et en croisement des savoirs, d'attention à l'expression de désaccords, de travail sur des « situations concrètes » et de discussions au sein de l'équipe de coordination de la recherche que la trajectoire de ce mot s'est épaissie. Le combat n'a plus seulement été considéré comme un lien entre des souffrances et des compétences pour survivre, il a acquis le statut de dimension de la pauvreté, liée notamment à la maltraitance institutionnelle. On peut également référer aux travaux contemporains présentés dans cette introduction, dont ceux de Berkin (2020) qui propose une méthode horizontale de production des connaissances ou encore à ceux de Florence Piron (2018) qui développe une « épistémologie du lien » de manière à rendre visibles dans l'écriture scientifique, contre la coupure positiviste entre rationalité et affect et contre le virage néolibéral des politiques scientifiques, les liens humains qui rendent possible la création des savoirs. Enfin, inscrit dans le cadre des épistémologies des Suds, le texte de Boaventura de Sousa Santos, João Arriscado Nunes et Maria Paula Meneses (dans ce numéro) possède indéniablement une radicalité épistémologique, en cela qu'il nous invite à penser l'articulation des différents univers de connaissance pour lutter contre

les processus d'ignorance et d'invisibilisation reproducteurs des structures d'oppression. Dans leur proposition épistémologique, chaque savoir, entendu comme une pratique sociale située et autoréflexive, est indissociable d'une cosmologie qui institue des découpages et divisions du réel. C'est à travers une pluralisation des modèles de scientificité que peuvent être reconnues des visions du monde alternatives relevant d'une « écologie des savoirs », qui se fonde sur l'interdépendance et la complémentarité des différents savoirs. Comme l'avancent Santos, Nunes et Meneses, dans cette écologie des savoirs, « l'enjeu n'est pas d'attribuer une égale validité à tous les types de savoirs, mais plutôt de rendre possible une discussion pragmatique concernant les critères alternatifs de validité qui ne disqualifierait pas automatiquement tout ce qui n'entre pas dans le canon épistémologique de la science moderne ». Ce texte, ainsi que les autres textes du dossier, nous engageant ainsi à repenser nos pratiques d'écriture, d'évaluation de publication des résultats des recherches participatives à la lumière des préoccupations scientifiques, éthiques et politiques soulevées dans cette introduction.

Bibliographie

Altamimi Manal, Dor Tal, Guénif-Souilamas Nacira (dir.), 2018, *Rencontres radicales. Pour des dialogues féministes décoloniaux*, Paris, Éditions Cambourakis.

Anderson Joan M., Koushambhi Basu Khan, Reimer-Kirkham Sheryl, 2011, « Community Research from a Post-Colonial Feminist Perspective: Exemplars from Health Research in Canada and India », in Gillian Creese, Wendy Frisby (dir.), *Feminist Community Research. Case Studies and Methodologies*, Vancouver, University of British Columbia Press, p. 16-36.

Angeles Lenora C., 2011, « Feminist Demands, Dilemmas, and Dreams in Introducing Participatory Action Research in a Canada-Vietnam Capacity-Building Project », in Gillian Creese, Wendy Frisby (dir.), *Feminist Community Research. Case Studies and Methodologies*, Vancouver, University of British Columbia Press, p. 37-57.

Bannerji Himani, 2000, « The Paradox of Diversity: The Construction of a Multicultural Canada and “Women of Color” », *Women's Studies International Forum*, 23 (5), p. 537-560. DOI:10.1016/S0277-5395(00)00130-8.

Berkin Sarah C., 2020, *Producción horizontal del conocimiento*, Bielefeld, Bielefeld University Press.

Billaud Jean-Paul, Bernard Hubert, Vivien Franck-Dominique, 2017, « Les recherches participatives : plus de science ou une autre science ? », *Natures Sciences Sociétés*, 25 (4), p. 325-326.

Blondiaux Loïc, Traïni Christophe, 2018, *La démocratie des émotions : dispositifs participatifs et gouvernabilité des affects*, Paris, Presses de Sciences Po.

Bonny Yves, 2017, « Les recherches partenariales participatives : éléments d'analyse et de typologie », in Anne Gillet, Diane-Gabrielle Tremblay, *Les recherches partenariales et collaboratives*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 25-44.

Bourgeois Louise, 2016, « Assurer la rigueur scientifique de la recherche-action », in Isabelle Carignan, Marie-Christine, François Larose (dir.), *La recherche-action et la recherche-développement au service de la littérature*, Sherbrooke, Éditions de l'Université de Sherbrooke, p. 6-20.

Brahimi Mohamed Amine, Idir Mouloud, 2020, « Études postcoloniales et sciences sociales : pistes d'analyse pour un croisement théorique et épistémologique », *Revue Interventions économiques*, 64, <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/11042> (accès le 18/05/2022).

Caldwell Wilma B., Reyes Angeles G., Rowe Zachary, Weinert Julia, Israel Barbara A., 2015, « Community Partner Perspectives on Benefits, Challenges, Facilitating Factors, and Lessons Learned from Community-Based Participatory Research Partnerships in Detroit », *Progress in Community Health Partnership*, 9 (2), p. 299-311.

Campbell Theresa D., 2014, « A clash of paradigms? Western and indigenous views on health research involving Aboriginal peoples », *Nurse Research*, 21 (6), p. 39-43.

Cancian Francesca M., 1996, « Participatory Research and Alternative Strategies for Activist Sociology », in Heidi Gottfried (dir.), *Feminism and Social Change. Bridging Theory and Practice*, Chicago, University of Illinois.

Carrel Marion, Loinon Christine, Boyer Sophie, Laa (de) Marianne, 2017, « Les enjeux méthodologiques et épistémologiques du croisement des savoirs entre personnes en situation de pauvreté, praticien.ne.s et universitaires : retours sur la recherche ÉQUIsanTÉ au Québec », *Sociologie et sociétés*, 49 (1), p. 119-142.

Caxaj Susana, C., 2015, « Indigenous Storytelling and Participatory Action Research: Allies Toward Decolonization? Reflections From the Peoples' International Health Tribunal », *Global Qualitative Nursing Research*, janvier 2015, DOI:10.1177/2333393615580764.

Chettiar Jill, Tyndall Mark, Chan Katharine, Parsad Devi, Gibson Kate, Shannon Kate, 2011, « Voices from the Street: Sex Workers' Experiences in Community-Based HIV Research », in Gillian Creese, Wendy Frisby, *Feminist Community Research. Case Studies and Methodologies*, Vancouver, University of British Columbia Press, p.75-88.

- Chilisa Bagele, 2012, *Indigenous research methodologies*, Los Angeles (CA), Sage.
- Connell Raewyn, 2007, *Southern Theory: The Global Dynamics of Knowledge in Social Science*, Cambridge, Polity Press.
- Cousin Olivier, Rui Sandrine, 2011, « La méthode de l'intervention sociologique. Évolutions et spécificités », *Revue française de science politique*, 61 (3), p. 513-532.
- Cram Fiona, Kennedy Vivienne, 2010, « Researching with whanau collectives », *MAI Review*, 3, <http://www.review.mai.ac.nz/mrindex/MR/article/view/382/561.html>.
- Cram Fiona, McCreanor Tim, Smith Linda Tuhiwai, Nairn Ray, Johnstone Ray, 2006, « Kaupapa Māori Research and Pākehā Social Science: Epistemological Tensions in a Study of Māori Health », *Hūlili: Multidisciplinary Research on Hawaiian Well-Being*, 3 (1), p. 61-71.
- CSSSPNQL, UQO, UQAT, Réseau DIALOG, 2021, *Boîte à outils des principes de la recherche en contexte autochtone : éthique, respect, équité, réciprocité, collaboration et culture*, 3^e éd., Wendake, CSSSPNQL/UQO/UQAT/Réseau DIALOG, <https://files.cssspnql.com/index.php/s/fGuCd9fh79f4rsN> (accès le 18/05/2022).
- Datta Ranjan, 2018, « Decolonizing both researcher and research and its effectiveness in Indigenous research », *Research Ethics*, 14 (2), p. 1-24.
- Denzin Norman K., Lincoln Yvonna S., 2008, « Introduction: Critical methodologies and indigenous inquiry », in Norman K. Denzin, Yvonna S. Lincoln, Linda Tuhiwai Smith (dir.), *Handbook of critical and indigenous methodologies*, Los Angeles, Sage, p. 1-20.
- Diaz Liliana, Godrie Baptiste (dir.), 2020, *Décoloniser les sciences sociales : une anthologie bilingue de textes d'Orlando Fals-Borda (1925-2008)/Descolonizar las ciencias sociales : Una antología bilingüe de textos de Orlando Fals Borda (1925-2008)*, Québec, Éditions science et bien commun.
- Dor Tal, 2018, « Rencontres radicales : un positionnement trans/formateur », in Manal Altamimi, Tal Dor, Nacira Guénif-Souilamas (dir.), *Rencontres radicales. Pour des dialogues féministes décoloniaux*, Paris, Éditions Cambourakis, p. 231-260.
- Dorlin Elsa, 2008, « Épistémologies féministes », in *Sexe, Genre et sexualité*, Paris, Presses universitaires de France, p. 9-31.
- Escobar Arturo, 2019, « Desde abajo, por la izquierda, y con la Tierra : SUREando desde Abya Yala/Afro/Latino/América », *Revista interdisciplinar Sulear*, 2 (2), p. 36-48.
- Fals Borda Orlando, 1970, *Ciencia propia y colonialismo intelectual*, Mexico, Editorial Nuestro Tiempo.

Fals Borda Orlando, Moncayo Víctor Manuel, 2015, *Orlando Fals Borda. Una sociología sentipensante para América Latina*, Mexico/Buenos Aires, Siglo XXI Editores/CLACSO, <http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/se/20151027053622/AntologiaFalsBorda.pdf> (accès le 18/05/2022).

Fals Borda Orlando, Mora-Osejo Luis E., 2003, « Context and Diffusion of Knowledge. A Critique of Eurocentrism », *Action Research*, 1 (1), p. 29-37.

Fals Borda Orlando, Rahman Muhammad A. (dir.), 1991, *Action and Knowledge. Breaking the Monopoly with Participatory Action-Research*, New York, The Apex Press.

Fine Michelle, Ruglis Jessica, 2009, « Circuits and consequences of dispossession: the racialized realignment of the public sphere for U.S. youth », *Transforming Anthropology*, 17 (1), p. 20-33.

Flores Espínola Artemisa, 2012, « Subjectivité et connaissance : réflexions sur les épistémologies du “point de vue” », *Cahiers du Genre*, 53, p. 99-120.

Foucart Jean, Marynowicz-Hetza Ewa (dir.), 2018, dossier « Recherches participatives et/ou collaboratives : de quelques controverses », *Pensée plurielle*, 48, p. 7-97.

Freire Paolo, 1982, « Creating alternative research methods: Learning to do it by doing it », in Budd L. Hall, Arthur Gillette, Rajesh Tandon (dir.), *Creating Knowledge: A research monopoly? Participatory research in development*, New Delhi, Society for Participatory Research in Asia, p. 29-37.

Galland Olivier, Muxel Anne, 2018, *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, Presses universitaires de France.

Gatenby Bev, Humphries Maria, 2000, « Feminist participatory action research: Methodological and ethical issues », *Women's Studies International Forum*, 23 (1), p. 89-105.

Gélineau Lucie, Dufour Émilie, Bélisle Micheline, 2012, « Quand recherche-action participative et pratiques AVEC se conjuguent : enjeux de définition et d'équilibre des savoirs », *Recherches qualitatives*, hors-série 13, p. 35-54.

Gervais Myriam, Weber Sandra, Caron Caroline, 2018, *Guide pour faire de la recherche féministe participative*, 56 p., <https://guidefeministeparticipative.tumblr.com/post/173054092314> (accès le 18/05/2022).

Glassman Michael, Erdem Gizem, 2014, « Participatory Action Research and Its Meanings: Vivencia, Praxis, Conscientization », *Adult Education Quarterly*, 64 (3), p. 206-221.

Godrie Baptiste, Dos Santos Marie, 2017, « Inégalités sociales, production des savoirs et de l'ignorance », *Sociologie et sociétés*, XLIX (1), p. 7-31.

Godrie Baptiste, Ouellet Guillaume, Bastien Robert, Bissonnette Sylvia, Gagné Jean, Gaudet Luc, Gonin Audrey, Laurin Isabelle, McAll Christopher, McClure Geneviève, Régimbal François, René Jean-François, Tremblay Mireille, 2018, « Participation citoyenne et recherches participatives dans le champ des inégalités sociales », *Nouvelles pratiques sociales*, 30 (1), DOI:10.7202/1051406ar.

Gohier Christiane, 2004, « De la démarcation entre critères d'ordre scientifique et d'ordre éthique en recherche interprétative », *Recherches qualitatives*, 24, p. 3-17.

Guay Emanuel, Godrie Baptiste, 2020, « Démocratiser l'éthique de la recherche participative : production de connaissances, transformation sociale et communautés de pratique », *SociologieS*, <http://journals.openedition.org/sociologies/15441> (accès le 18/05/2022).

Guba Egon G., Lincoln Yvonna S., 1982, *Effective evaluation*, San Francisco (CA), Jossey-Bass.

Guba Egon G., Lincoln Yvonna S., 1989, « Judging the quality of fourth generation evaluation », in Egon G. Guba, Yvonna S. Lincoln (dir.), *Fourth Generation Evaluation*, Londres, Sage, p. 229-251.

Guta Adrien, Flicker Sarah, Roche Brenda, 2013, « Governing through community allegiance: A qualitative examination of peer research in community-based participatory research », *Critical Public Health*, 23 (4), p. 432-451.

Haelewaters Danny, Hofmann Tina A., Romero-Olivares Adriana L., 2021, « Ten simple rules for Global North researchers to stop perpetuating helicopter research in the Global South », *PLoS Computational Biology*, 17 (8), e1009277, DOI:10.1371/journal.pcbi.1009277.

Hall Budd, 1975, « Participatory Research: an Approach for Change », *Convergence. An International Journal for Adult Education*, 3 (2), p. 24-32.

Hall Budd, 1979, « Knowledge as a commodity and participatory research », *Prospects: Quarterly Review of Education*, 9 (4), p. 393-408.

Hall Budd, 1982, « Breaking the Monopoly of Research: Research Methods, Participation and Development », in Budd Hall, Arthur Gillette, Rajesh Tandon (dir.), *Creating Knowledge: A research monopoly? Participatory research in development*, New Delhi, Society for Participatory Research in Asia, p. 13-26.

Hall Budd, Gillette Arthur, Tandon Rajesh (dir.), 1982, « Introduction », in *Creating Knowledge: A research monopoly? Participatory research in development*, New Delhi, Society for Participatory Research in Asia, p. 3-10.

Haraway Donna, 1988, « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective », *Feminist Studies*, 14 (3), p. 575-599.

Harding Sandra, 1991, *Whose Science, Whose Knowledge? Thinking From Women's Lives*, Ithaca (NY), Cornell University Press.

Heron John, Reason Peter, 2008, « Extending Epistemology within a Co-operative Inquiry », in Peter Reason, Hilary Bradbury (dir.), *The SAGE handbook of action research: Participative inquiry and practice*, Londres, SAGE Publications, p. 366-380.

Herreros Gilles, 2015, « RAC : Résistance et action collective », in Les chercheurs ignorants, *Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance*, Rennes, Presses de l'EHESP, p. 268-276.

Hesse-Biber Sharlene N. (dir.), 2014, *Handbook of feminist research*, Thousand Oaks (CA), Sage.

Hondagneu-Sotelo Pierrette, 1993, « Why advocacy research?: Reflections on research and activism with immigrant women », *The American Sociologist*, 24, p. 56-68.

Hudson Maui, 2010, « Pensée globale, action locale : le “consentement collectif” et l'éthique de la production du savoir », *Revue internationale des sciences sociales*, 195, p. 151-160.

Janes Julia E., 2016, « The “Will to Participate”: Governmentality, Power, and Community-Based Participatory Research », *Intersectionalities: A Global Journal of Social Work Analysis, Research, Polity, and Practice*, 5 (1), p. 110-125.

Joyappa Vinitha, Martin Donna J., 1996, « Exploring alternative research epistemologies for adult education: Participatory research, feminist research, and feminist participatory research », *Adult Education Quarterly*, 47 (1), p. 1-14.

Juan Maïté, 2021, « Les recherches participatives à l'épreuve du politique », *Sociologie du travail*, 63 (1), <http://journals.openedition.org/sdt/37968> (accès le 18/05/2022).

Kassam Yusuf, Mustafa Kemal (dir.), 1982, *Participatory Research: An Emerging Alternative in Social Science Research*, Nairobi/New Dehli, African Adult Education Association/Society for Participatory Research in Asia, https://www.pria.org/knowledge_resource/Participatory_Research_An_Emerging_Alternative_Methodology_in_social_Science_Research.pdf (accès le 18/05/2022).

- Keller Evelyn F., 1985, *Reflections on Gender and Science*, Yale, Yale University Press.
- Lavallée Lynn F., 2009, « Practical Application of an Indigenous Research Framework and Two Qualitative Indigenous Research Methods: Sharing Circles and Anishnaabe Symbol-Based Reflection », *International Journal of Qualitative Method*, 8 (1), p. 21-40.
- Le Gallo Sklaerenn, Millette Mélanie, 2019, « Se positionner comme chercheuses au prisme des luttes intersectionnelles : décentrer la notion d'allié.e pour prendre en compte les personnes concernées », *Genre, sexualité & société*, 22, <http://journals.openedition.org/gss/6006> (accès le 18/05/2022).
- Ledwith Margaret, 2017, « Emancipatory Action Research as a Critical Living Praxis: From Dominant Narratives to Counternarratives », in Lonnie L. Rowell, Catherine D. Bruce, Joseph M. Shosh, Margaret M. Riel (dir.), *The Palgrave International Handbook of Action Research*, New York, Palgrave Macmillan, p. 49-62.
- Les chercheurs ignorants, 2015, *Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance*, Rennes, Presses de l'EHESP.
- Loignon Christine, Godrie Baptiste, Dupéré Sophie, Gervais Lise (dir.), 2022, *Recherches participatives et équité en santé*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- Longino Helen, 1990, *Science as Social Knowledge*, Princeton, Princeton University Press.
- Lykes M. Brinton, 1997, « Activist Participatory Research Among the Maya of Guatemala: Constructing Meanings from Situated Knowledge », *Journal of Social Issues*, 53 (4), p. 725-746.
- Lykes M. Brinton, Crosby Alison, 2014, « Feminist Practice of Community and Participatory and Action Research », in Sharlene Janice Hesse-Biber, *Feminist Research Practice: A Primer*, SAGE Publications, p. 145-181.
- MacKinnon Kinnon R., Guta Adrian, Voronka Jijian, Pilling Merrick, Williams Charmaine C., Strike Carol, Ross Lori E., 2021, « The Political Economy of Peer Research: Mapping the Possibilities and Precarities of Paying People for Lived Experience », *The British Journal of Social Work*, 51 (3), p. 888-906.
- Maguire Patricia, 1987, *Doing participatory research: A feminist approach*, Amherst (MA), The Center for International Education, School of Education (University of Massachusetts).
- Manning Kathleen, 1997, « Authenticity in constructivist inquiry: Methodological considerations without prescriptions », *Qualitative Inquiry*, 3 (1), p. 93-115.

Mason Robin, Boutilier Marie, 1996, « The challenge of genuine power sharing in participatory research: The gap between theory and practice », *Canadian Journal of Community Mental Health*, 15 (2), p. 145-152.

Mazeaud Alice, 2012, « L'instrumentation participative de l'action publique : logiques et effets. Une approche comparée des dispositifs participatifs conduits par la région Poitou-Charentes », *Participations*, 2, 53-77.

Minkler Meredith, 2005, « Community-based research partnerships: challenges and opportunities », *Journal of Urban Health: Bulletin of the New York Academy of Medicine*, 82 (suppl. 2), ii3-12.

Minkler Meredith, Blackwell Angela Glover, Thompson Mildred, Tamir Heather, 2003, « Community-based participatory research: implications for public health funding », *American Journal of Public Health*, 93 (8), p. 1210-1213.

Mitchell Terry L., Baker Emerance, 2005, « Community-building versus career-building research: the challenges, risks, and responsibilities of conducting research with Aboriginal and Native American communities », *Journal of cancer education: the official journal of the American Association for Cancer Education*, 20 (suppl. 1), p. 41-46.

Mouffe Chantal, 1999, « Deliberative Democracy or Agonistic Pluralism? », *Social Research*, 66 (3), p. 745-758.

Nez Héloïse. 2019, « Les occupations de places, de Tahrir à République », *Participations*, 25, p. 195-208.

Nicholls Ruth, 2009, « Research and Indigenous participation: critical reflexive methods », *International Journal of Social Research Methodology*, 12 (2), p. 117-126.

Nilson Caroline, 2016, « A Journey Toward Cultural Competence: The Role of Researcher Reflexivity in Indigenous Research », *Journal of Transcultural Nursing*, 28 (2), p. 119-127.

Openjuru George L., Jaitli Namrata, Tandon Rajesh, Hall Budd, 2015, « Despite knowledge democracy and community-based participatory action research: Voices from the global south and excluded north still missing », *Action Research*, 13 (3), p. 219-229.

Pallez Frédérique, 2014, « La recherche partenariale est-elle soluble dans les politiques publiques de recherche ? », *Annales des Mines-Réalités industrielles*, 1, p. 10-15.

Pessis Céline, Angeli Aguiton Sara, 2015, « Entre occultation volontaire et régulation publique : les petites morts de la critique radicale des sciences », *Écologie & politique*, 51, p. 93-105.

Petiau Anne (dir.), 2021, *De la prise de parole à l'émancipation des usagers. Recherches participatives en intervention sociale*, Rennes, Presses de l'EHESP.

Piron Florence, 2018, « Justice et injustice cognitives : de l'épistémologie à la matérialité des savoirs humains », in Émilie Tremblay, Ricarson Dorcé (dir.), *Les Classiques des sciences sociales : 25 ans de partage des savoirs dans la francophonie*, Québec, Éditions science et bien commun, p. 259-273.

Pohl Christian, Rist Stephan, Zimmermann Anne, Fry Patricia, Gurung Ghana S., Schneider Flurina, Speranza Chinwe I., Kiteme Boniface, Boillat Sébastien, Serrano Elvira, Hirsch Hadorn Gertrude, Wiesmann Urs, 2010, « Researchers roles in knowledge co-production: experience from sustainability research in Kenya, Switzerland, Bolivia and Nepal », *Science and Public Policy*, 37 (4), p. 267-281.

Proulx Jérôme, 2019, « Recherches qualitatives et validités scientifiques », *Recherches qualitatives*, 38 (1), p. 53-70.

Rahman Muhammad A., 1981, *Some dimensions of people's participation in the Bhoomi Sena Movement*, Genève, United Research Institute for Social Development (UNRISD), n° P-OP81.2, 49 p.

Reason Peter, Bradbury Hilary (dir.), *The SAGE handbook of action research: Participative inquiry and practice*, Londres, SAGE Publications.

Roy Alex, 2019, *De l'infrapolitique à la révolution démocratique : ethnographie culturelle du mouvement ATD Quart Monde*, thèse pour le doctorat en histoire, Université de Lyon.

Rullac Stéphane, 2018, « Recherche Action Collaborative en travail social : les enjeux épistémologiques et méthodologiques d'un bricolage scientifique », *Pensée plurielle*, 48, p. 37-50.

Ruphy Stéphanie, 2015, « Rôle des valeurs en science : contributions de la philosophie féministe des sciences », *Écologie et Politique*, 51, p. 41-54.

Russell-Mundine Gabrielle, 2012, « Reflexivity in Indigenous Research: Reframing and Decolonising Research? », *Journal of Hospitality and Tourism Management*, 19 (1), p. 85-90.

Safo Stella, Cunningham Chinazo, Beckman Alice, Haughton Lorlette, Starrels Joanna L., 2016, « "A place at the table": a qualitative analysis of community board members' experiences with academic HIV/AIDS research », *BMC Medical Research Methodology*, 16 (1), art. 80, DOI:10.1186/s12874-016-0181-8.

Santos Boaventura de Sousa, 2017, « Decolonizing the University », in *Knowledges Born in the Struggle Constructing the Epistemologies of the Global South*, New York, Routledge, p. 219-239.

Sarna-Wojcicki Daniel, Perret Margaret, Eitzel Viola Melissa, Fortmann Louise, 2018, « Où sont passé-e-s les coauteurs-trices ? Les pratiques d'autorat dans la recherche participative », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 12 (2), p. 323-360.

Savoie-Zajc Lorraine, 2001, « La recherche-action en éducation : ses cadres épistémologiques, sa pertinence, ses limites », in Marta Anadón, Monique L'Hostie (dir.), *Nouvelles dynamiques de recherche en éducation*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, p. 15-49.

Savoie-Zajc Lorraine, 2019, « Les pratiques des chercheurs liées au soutien de la rigueur dans leur recherche : une analyse d'articles de Recherches qualitatives parus entre 2010 et 2017 », *Recherches qualitatives*, 38 (1), p. 32-52.

Schütz Alfred, 1962, *Collected Papers. Tome I: The Problem of Social Reality*, La Haye, Éditions Martinus Nijhoff.

Seferdjeli Laurence, Stroumza Kim, 2017, « Pertinence et positionnement de l'analyse du travail comme théorie et méthode pour l'étude de la recherche partenariale », in Anne Gillet, Diane-Gabrielle Tremblay, *Les recherches partenariales et collaboratives*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

Sénac Réjane, 2021 *Radicales et fluides. Les mobilisations contemporaines*, Paris, Presses de Sciences Po.

Smith Linda Tuhiwai, 2012 [1999], *Decolonizing Methodologies: Research and Indigenous Peoples*, 2^e éd., Londres/Dunedin (N.-Z.), Otago University Press.

Sommier Isabelle, 2020, « Émotions », in Olivier Fillieule (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2^e éd., Paris, Presses de Sciences Po, p. 217-225.

Swantz Marja L., 2008, « Participatory action research as practice », in Peter Reason, Hilary Bradbury (dir.), *The SAGE handbook of action research*, Londres, SAGE Publications, p. 31-48.

Tandon Rajesh, 1982, « A Critique of Monopoly Research » in Budd L. Hall , Arthur Gillette , Rajesh Tandon (dir.), *Creating Knowledge: a Monopoly? Participatory Research in Development*, Toronto, International Council for Adult Education, p. 79-84.

Touraine Alain, 1978, *La voix et le regard*, Paris, Seuil.

Vio Grossi Francisco, 1982, « Peasant participation, adult education, and agrarian reform in Chile », in Budd L. Hall, Arthur Gillette, Rajesh Tandon (dir.), *Creating knowledge: A monopoly*, New Delhi, Society for Participatory Research in Asia, p. 153-171.

Visvanathan Shiv, 1997, *A Carnival for Science: Essays on Science, Technology and Development*. Oxford, Oxford University Press.

Visvanathan Shiv, 2006, « Alternative Science », *Theory, Culture & Society*, 23 (2-3), p. 164-169.

Wallerstein Nina, Duran Bonnie, 2008, « The Theoretical, Historical, and Practice Roots of CBPR », in Nina Wallerstein, Bonnier Duran, John G. Oetzel, Meredith Minkler (dir.), *Community-Based Participatory Research for Health. Advancing Social and Health Equity*, New York, Wiley, p. 25-46.

Wallerstein Nina, Muhammad Michael, Sanchez-Youngma Shannon, Rodriguez Espinosa Patricia, Avila Magdalena, Baker Elizabeth A., Barnett Steven, Belone Lorenda, Golub Maxine, Lucero Julie, Mahdi Ihsan, Noyes Emma, Nguyen Tung, Roubideaux Yvette, Sigo Robin, Duran Bonnie, 2019, « Power Dynamics in Community-Based Participatory Research: A Multiple-Case Study Analysis of Partnering Contexts, Histories, and Practices », *Health Education & Behavior*, 46 (1), p. 19S-32S.

Yoshihama Mieko, Carr E. Summerson, 2002, « Community Participation Reconsidered: Feminist Participatory Action Research with Hmong Women », *Journal of Community Practice*, 10 (4), p. 85-102.

Zimmermann Bénédicte (dir.), 2004, *Les sciences sociales à l'épreuve de l'action. Le savant, le politique et l'Europe*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.

Zúñiga Ricardo, 1981, « La recherche-action et le contrôle du savoir », *International Review of Community Development/Revue internationale d'action communautaire*, 5, p. 35-44.

Zúñiga Ricardo, 2005, « À la recherche des communautés d'apprentissage : la recherche-action participative », in Sauvé, L., Orellana, I, Van Steenberghe É. (dir.), *Éducation et environnement, un croisement de savoirs*, Montréal, Éditions de l'ACFAS, p. 239-248.

Abstract—Participatory research and radical epistemologies: a state of the art

This article introduces a thematic issue on contemporary participatory research rooted in radical epistemologies. These research question hegemonic conceptions and conventional protocols of science production in relation to the inequalities of power and knowledge that

structure social inequalities. By emphasizing cooperative approaches between career and lay researchers in a dual perspective of epistemological pluralism and anti-oppression, radical participatory research assumes subversive epistemological and political claims. The article reviews the historical roots of this call to break the monopoly of research and analyses the different dimensions of this radicality (methodological, ethical, political). It then explores the way in which the crucial questions posed by these approaches have been addressed, in terms of criteria of scientificity, instrumentalisation, reflexivity or the use of orality and emotions. Finally, it questions the topicality of this radical posture and analyses the reasons why it has become blunted over time. Whether on the scale of public policies, university structures or research activities, a series of phenomena contribute to the scarcity of radical participatory research.

Keywords: Participatory research, Radicality, Ethics, Methodology, Epistemology.

Baptiste Godrie est professeur à l'École de travail de l'Université de Sherbrooke au Canada, et directeur scientifique de l'Institut universitaire de première ligne en santé et services sociaux du CIUSSS de l'Estrie-CHUS. Il est coresponsable du GT Diversité des savoirs de l'Association internationale des sociologues de langue française, et vice-président de l'Association science et bien commun qui favorise le développement d'une science ouverte. Ses travaux portent sur les injustices épistémiques en santé et services sociaux et sur les enjeux épistémologiques des recherches participatives. Il a publié « Intégration des usagers et usagères et extractivisme des savoirs expérientiels : une critique ancrée dans le modèle écologique des savoirs dans le champ de la santé mentale », *Participations*, 30, p. 249-273, et *Décoloniser les sciences sociales/Descolonizar las ciencias sociales. Une anthologie bilingue de textes d'Orlando Fals Borda* en 2020 avec L. Diaz aux Éditions science et bien commun.

Maité Juan est postdoctorante et sociologue, chercheuse associée au Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (LISE-CNRS). Elle coordonne actuellement une recherche-action sur l'accompagnement associatif des mobilisations écologiques et solidaires, financée par l'ADEME (Agence de la transition écologique). S'inscrivant dans la sociologie du monde associatif, ses travaux de recherche portent sur trois thématiques : la participation associative dans le champ de l'économie sociale et solidaire, le militantisme écologique et les recherches participatives. Elle a notamment publié : « Les recherches participatives à l'épreuve du politique », *Sociologie du travail*, 63 (1), janvier-mars 2021 ; « Les communs urbains à Barcelone : vers une réinvention de la gouvernance territoriale ? », *Espaces et Sociétés*, n° 175, 2018, dossier « Biens communs

et territoire », p. 119-135 ; *Du social business à l'économie solidaire. Critique de l'innovation sociale*, Paris, Éditions Érès, mars 2020 (avec J.-L. Laville et J. Subirats).

Marion Carrel est professeure en sociologie à l'Université de Lille et chercheuse au CeRIES (Univ. Lille, ULR 3589 - CeRIES - Centre de recherche « Individus Épreuves Sociétés », F-59000 Lille, France), associée au Centre d'étude des mouvements sociaux (Cems, EHESS). Elle est codirectrice du Groupement d'intérêt scientifique « Démocratie et Participation ». Ses recherches portent sur la citoyenneté et la participation dans les quartiers populaires. Elle a notamment publié *L'épreuve de la discrimination : enquête dans les quartiers populaires* (avec J. Talpin, H. Balazard, S. Hadj Belgacem, S. Kaya, A. Purenne, G. Roux), Paris, PUF, 2021 ; « Les enjeux méthodologiques et épistémologiques du croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté. Retours sur la recherche ÉQUIsantÉ au Québec » (avec C. Loignon, S. Boyer, M. de Laat), *Sociologie et Sociétés*, vol. XLIX, n° 1, 2017, p. 117-140 ; *Faire participer les habitants ? Pauvreté, citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS Éditions, 2013.

Mots clés : Recherches participatives, Radicalité, Éthique, Méthodologie, Épistémologie.